

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 273. — 12 FEVRIER 1966

**1962
1966**

LE POUVOIR GAULLISTE ET SA POLICE TOUJOURS PRÉSENTS



(Photo Kagan.)

Les travailleurs de Paris se souviennent du massacre de Charonne (Page 3)

AFFAIRE BEN BARKA

Interventions de C. Bourdet et David Weill au Conseil municipal de Paris

Dès le 15 novembre 1965, nos camarades Claude Bourdet et David Weill avaient posé une question d'urgence au Préfet de police, lors de la séance du Conseil municipal de Paris, sur les conditions de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka.

Nous publions ci-dessous le compte rendu analytique du « Bulletin municipal officiel » concernant ce débat.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, la deuxième demande de déclaration d'urgence, avec discussion immédiate, dont j'ai été saisi est relative à une question de MM. Claude Bourdet et David Weill à M. le Préfet de police sur les conditions de l'enlèvement de M. Ben Barka, à Paris, le 29 octobre.

M. le Préfet de police. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. le Préfet de police.

M. le Préfet de police. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans cette affaire le Gouvernement entend faire toute la lumière, et il le prouve. La Préfecture de police, saisie de cette enquête, entend la mener vigoureusement et quelles qu'en soient les conséquences, et elle le prouve.

Une information a été ouverte. Un juge d'instruction a été commis. La justice est donc saisie; et, selon le principe, constant en droit français, de la séparation des pouvoirs, « le judiciaire tient l'administratif en l'état », pour reprendre la formule des jurisconsultes.

C'est pourquoi je ne puis que m'opposer à ce débat, et j'ai l'honneur de poser, devant le Conseil municipal, la question préalable.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, la question préalable étant posée par M. le Préfet de police, je vais demander à l'Assemblée de se prononcer à son sujet.

M. Minot. — Je dépose une demande de scrutin public.

M. le Président. — Etant saisi d'une demande de scrutin public, je vais ouvrir le scrutin sur la question préalable.

Le scrutin est ouvert. (Les votes sont recueillis. Les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le Président. — Mes chers collègues, voici les résultats du dépouillement du scrutin :

| | |
|-------------------|----|
| Nombre de votants | 90 |
| Majorité absolue | 46 |
| Pour l'adoption | 52 |
| Contre | 38 |

La question préalable est adoptée. M. le Président. — Monsieur Bourdet, vous demandez la parole ?

M. Claude Bourdet. — Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je vais donner la parole à M. Claude Bourdet pour une courte explication de vote. Je précise que le règlement m'aurait permis de ne pas le faire puisque ce règlement précise en son titre IV, à l'art. 24, que l'incident est clos si la question préalable est prononcée.

Je me suis engagé à donner la parole à M. Claude Bourdet. Il s'est engagé de son côté à limiter son intervention à une simple explication de vote et à n'aborder en aucun cas la question elle-même.

M. Watelet. — On reprend le débat qu'on avait écarté !

Mme de Hautcloque. — Le règlement doit être appliqué !

M. Claude Bourdet. — J'en ai pour quelques minutes.

Messieurs les Préfets, Monsieur le Président, mes chers collègues, je veux simplement expliquer les raisons pour lesquelles j'ai posé la question qui a été écartée.

Plusieurs voix à droite. — Le débat est clos.

M. le Président. — C'est moi seul qui ai donné la parole à M. Claude Bourdet, et c'est moi seul qui puis la lui retirer.

M. Claude Bourdet. — Certains collègues pensent que j'aurais dû poser ma question d'une manière plus ano-

dine. Je n'ai voulu ruser ni avec l'Assemblée ni avec M. le Préfet de police.

Il est évident que certains problèmes sont du domaine exclusif de la justice, mais pas tous. J'aurais respecté ce cadre; si M. le Préfet de police avait le sentiment que je sortais du cadre des questions dont on pouvait légitimement discuter, il lui était aisé de refuser, sur certains points, de me répondre.

D'autre part, j'avais dit à notre président que je n'avais pas l'intention de faire de cette question une affaire de politique intérieure française, ceci d'autant plus que le seul espoir de vérité, de justice réside dans l'action gouvernementale française, à condition qu'elle soit énergique et, comme l'a indiqué M. le Préfet de police, sans hésitation, quelle qu'elle soit.

Je comprendrais votre position, Monsieur le Préfet de police, si, comme en certains pays, un silence total était de règle à la presse, à la radio, à la télévision jusqu'à ce que la justice ait tout élucidé. Mais il n'en est rien. La presse, la radio, la télévision sont pleines de révélations les plus effarantes concernant des hommes arrêtés, d'autres qui ne le sont pas. Nous, membres de l'Assemblée parisienne, élus de Paris, où un dirigeant politique a été enlevé en pleine rue avec l'aide d'hommes de nos services de police, sommes les seuls à ne pouvoir ni parler de cette affaire... (Protestations sur divers bancs au centre et à droite) ni entendre les explications...

M. le Préfet de police. — Voulez-vous me permettre de vous interrompre ? Je suis obligé d'exprimer mon étonnement sur le fait que M. Claude Bourdet ait évoqué ce problème à la tribune, en dépit d'un vote sans équivoque de l'Assemblée municipale (Applaudissements sur divers bancs au centre et à droite) ou bien alors ce vote ne veut rien dire. Si M. Claude Bourdet recherche l'incident, qu'il le dise; il me trouvera naturellement en face de lui. Mais je ne pense pas que telle soit l'intention de quiconque. Si je me reporte au règlement — je m'excuse de l'invoquer car je n'ai peut-être pas tout à fait qualité pour le faire, mais je pense l'avoir tout autant que l'a M. Claude Bourdet pour évoquer une question malgré l'adoption par l'Assemblée de la question préalable — je lis : « Si la question préalable est prononcée, l'incident est déclaré clos ».

M. Claude Bourdet prouve, par son explication de vote, qu'il sort déjà du cadre fixé, puisqu'il parle de la presse, de la radio, de ceux qui sont arrêtés, de ceux qui ne le sont pas et de ceux qui le seront peut-être, j'espère bien. Cette question me paraît avoir été réglée tout à l'heure d'une manière trop catégorique pour que je puisse laisser poursuivre l'intervention de M. Claude Bourdet sans avoir à me retirer... (Applaudissements à droite.)

(M. le Préfet de police et M. le Préfet de la Seine quittent leur place, accompagnés de leurs collaborateurs.)

M. Claude Bourdet. — J'en ai terminé, Monsieur le Préfet de police, mais vous avouerez tout de même qu'il est assez étonnant que nous n'ayons pas le droit de discuter de cette question !

M. le Président. — L'incident est clos.

(M. le Préfet de police et M. le Préfet de la Seine regagnent leur place.)

Meeting de Lyon

Sous la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme, un meeting réunissant les partis de gauche, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. et S.N.I. s'est tenu jeudi 5 février, salle de la mairie du VI^e.

Devant un public attentif, Pierre Vidal-Naquet, professeur à la Faculté des Lettres, évoque l'affaire Ben Barka dans ses liens avec la période antérieure, la guerre d'Algérie.

Parmi les interventions qui suivirent, celle de notre camarade André Barthélemy devait souligner le rôle de Ben Barka comme animateur d'un courant anti-impérialiste international. Il devait présider la conférence des mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud qui vient de se tenir à La Havane.

Ce rôle le désignait particulièrement — aurait dû le désigner à la vigilance de la police française.

En réalité, les accords de police qui existent entre la police française et la police marocaine expliquent plutôt la passivité dont elle a fait preuve. Mêmes accords entre la France et l'Espagne. En 1963, grâce à ces accords, la police française donne des renseignements sur les républicains espagnols en exil en échange de renseignements sur les agents de l'O.A.S. en Espagne.

Mais demander le départ de Papon et de Frey — de ce même Frey qui, au moment où il essayait d'étouffer l'affaire Ben Barka, venait à Lyon présider aux funérailles des pompiers de Feyzin et refusait aux organisations syndicales le droit de s'exprimer — demander la suppression des réseaux parallèles, des écoutes téléphoniques, l'épuration de l'armée et

de la police, la dissolution des corps de police spécialisés dans la répression politique, renseignements généraux et C.R.S. c'est demander aussi la fin de ce régime.

Il faut conclure André Barthélemy, dépasser ces actions défensives et élaborer entre toutes les organisations de gauche un programme de gouvernement anticapitaliste.

C'est aussi en soulignant la nécessité d'un programme commun de toute la gauche que terminera M. Houel au nom du P.C.

Mme Paulette Lacaze, qui présidait ce meeting, montra excellemment le rôle de lien que joue la Ligue entre les organisations de gauche, l'impartiale recherche de la vérité qui, de l'affaire Dreyfus à l'affaire Ben Barka, n'a cessé d'être la préoccupation des ligueurs.

Manifestation à Nîmes

A l'appel de la Fédération du Gard du P.S.U., les organisations et partis suivants : Ligue des Droits de l'Homme, P.C.F., S.F.I.O., U.D.S.R. et Clubs, Radicaux, Fédération des œuvres laïques, se sont réunis et ont décidé la tenue d'un meeting de protestation à Nîmes.

Ce meeting, placé sous la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme, a eu lieu le 3 février. Pour la première fois depuis des années, une assistance, nombreuse pour Nîmes, s'est trouvée rassemblée pour entendre les orateurs représentant la L. des D. de l'H., les Radicaux, le P.S.U., la S.F.I.O. et le P.C.F.

Le représentant de notre parti a insisté sur l'importance politique de

l'affaire qu'on ne saurait utiliser à des fins électorales, mais qui doit être l'occasion d'une prise de conscience et la manifestation d'une politique impérialiste qui se mène, à travers le monde, contre tous ceux susceptibles d'apporter une sérieuse contribution aux efforts d'affranchissement populaire.

La tenue de ce meeting représente un premier pas : dès le lendemain, la Fédération du Gard du P.S.U. a adressé à la presse un appel destiné aux organisations participantes et aux assistants, afin que soit créé un comité de liaison permanent entre eux pour mener jusqu'au bout l'affaire Ben Barka, la lutte contre la guerre au Vietnam et la défense des intérêts de la population.

VIETNAM

Contre la guerre

La cessation des bombardements au Nord-Vietnam, la reconnaissance du F.N.L. du Sud-Vietnam, l'ouverture de négociations avec le F.N.L., l'évacuation des troupes étrangères, tels étaient les thèmes de la manifestation qui s'est tenue le jeudi 3 février devant l'ambassade américaine à l'appel des fédérations de la Seine du P.S.U. et du Parti communiste, l'Union départementale C.G.T. et le Mouvement de la Paix.

Les militants parisiens de notre Parti ont été nombreux à répondre à l'appel de leurs fédérations et à venir grossir le flot des milliers de Parisiens qui, de la Concorde au Palais-Royal, criaient leur exigence que la paix revienne dans le Sud-Est asiatique et que les troupes impérialistes américaines regagnent les U.S.A.

Dans les premiers rangs de cet important cortège, on reconnaissait, aux côtés des dirigeants des autres organisations invitantes, nos camarades C. Dubois et P. Laubreaux, membres du Secrétariat de la Fédération de Paris de notre Parti; G. Gontcharoff, secrétaire de la Fédération Seine-Banlieue; J.-F. Pertus, membre du Secrétariat national des E.S.U.

A l'issue de cette manifestation, qui s'est déroulée dans un calme impressionnant, Paul Laurent, secrétaire de

la Fédération de Paris du Parti communiste, devait adresser quelques mots à la foule parisienne rassemblée. « Vous avez protesté contre la reprise des bombardements américains au Vietnam, devait-il notamment déclarer, mais le sens de la manifestation ne se limite pas là. L'exigence beaucoup plus profonde de tous les partisans de la paix, de tous ceux qui veulent la liberté des peuples opprimés, c'est la fin de l'agression U.S. au Vietnam. »

Nous ne pouvions qu'enregistrer notre accord avec cette déclaration alors que le dernier Comité politique national de notre Parti caractérisait l'intervention américaine au Vietnam comme « un défi lancé au socialisme international et à tout le Tiers Monde car le Vietnam constitue un lieu d'expérimentation des armes et des tactiques contre tous les mouvements révolutionnaires... et un encouragement pour les Etats-Unis à redoubler d'audace interventionniste... »

Souhaitons qu'après cette première manifestation et la réponse massive du peuple de Paris, soit entendu l'appel de notre Comité politique national pour une campagne d'action commune de toute la gauche pour le droit du peuple du Sud-Vietnam à disposer de lui-même.

Sarcelles : Reprise des cartes

Une réunion de la section de Sarcelles pour la reprise des cartes aura lieu le samedi 12 février, à 21 heures, salle Bullier, Sarcelles-Les Rosiers.

Projection cinématographique. Exposé politique de R. Favennec.

Nouvelles sections

● **NORD.** — Une section P.S.U. vient de se constituer à Denain (Nord). Son secrétaire, Bernard Dreger, 4-1-20, faubourg Duchateau, est à la disposition de tous les amis et sympathisants qui désirent mener le bon combat.

● **DORDOGNE.** — Après avoir pris contact avec la Fédération, nos camarades P. et R. Jorgensen, qui ont quitté Le Perreux et pris leur retraite à Le Fleix (Dordogne), y fondent actuellement une section.

Tous les sympathisants de la région sont invités à se mettre en rapport avec eux.

Dossier sur le planning familial

Un dossier sur le contrôle des naissances et sur les travaux du Mouvement pour le planning familial

est en préparation. Il permettra aux lecteurs de Tribune et à leurs amis de trouver l'information nécessaire et non plus simplement « un point de vue », sur les expériences françaises et étrangères.

Fédération d'Indre-et-Loire

● Tandis que se développent les sections de Tours, de Saint-Cyr-sur-Loire et d'Amboise, on nous annonce la création d'une Section Etudiante à Tours. — Celle-ci compte déjà une quinzaine de membres et sera représentée à la Conférence Nationale Etudiante.

Fédération de la Loire

● Là encore, une Section Etudiante est en formation à Saint-Etienne; certains de ses membres ont pu participer dernièrement au stage étudiant de Lyon.

Fédération des Vosges

● Dimanche prochain, 13 février, se tiendra à Saint-Dié, une assemblée générale de la Fédération, sous la présidence de Pierre Noel, Maire P.S.U. de la ville. — Marc Heugon, René Schulbaum et Pierre Girard représenteront le C.N.P. à cette réunion qui a pour objet de donner au P.S.U., dans les Vosges, une nouvelle impulsion.

1962 : CHARONNE - 1966 : BEN BARKA

Il y a quatre ans, le 8 février 1962, neuf travailleurs parisiens étaient assassinés, victimes de la répression policière que le gouvernement avait ordonnée. Avec eux, des centaines de blessés témoignaient que ce jour-là, des « actes d'une incroyable sauvagerie » avaient été commis par des policiers français.

Rappelons les événements :

Le mardi 6 février, l'U.N.E.F. et la F.E.N. décidaient d'organiser une journée nationale « pour la défense des libertés » afin d'exprimer publiquement l'attachement de l'Université à « la légalité républicaine ». Le ministre de l'Education nationale donnait son accord.

Le mercredi 7 février, l'O.A.S. répondit par dix plastiquages.

Pour protester, la C.G.T., l'Union parisienne de la C.F.T.C., l'U.N.E.F., le S.G.E.N. et plusieurs sections de la F.E.N. et du S.N.I. décident, en accord avec le P.S.U. et le P.C.F., d'organiser une manifestation le jeudi 8 à 18 h. 30 à la Bastille : « Contre l'O.A.S. et les menaces fascistes ».

La préfecture de police rappelle « l'interdiction de toute manifestation sur la voie publique ». Les organisateurs protestent, cette interdiction ne pouvant qu'être interprétée par l'O.A.S. « comme un encouragement à ses actes criminels ». De plus, l'engagement fut pris que cette démonstration du peuple parisien « se déroulerait dans la dignité ». C'est ce que, le 8 février au matin, une délégation rappela au préfet de police qui maintint sa décision.

Pourquoi cette interdiction ? Certes à ce moment-là le gouvernement dénonce les actes de l'O.A.S., mais en même temps il ne veut pas voir manifester, même contre ses adversaires, ceux qui s'opposent à sa politique. Pour lui le danger actuel est peut-être à droite, mais l'ennemi réel est à gauche. Il faut à tout prix éviter ce « débordement ». L'occasion est bonne, sous couvert de « l'ordre », de mater cette action populaire qu'il redoute tellement.

Un dispositif policier considérable est donc mis en place. Des milliers de manifestants convergent vers la Bastille.

On connaît la suite. Boulevard Beaumarchais, boulevard Voltaire, métro Charonne... La peur, la rage, la haine... et les matraques dans les rues et les cars de police, dans les couloirs d'immeubles... tout ce déchaînement et cette fureur criminelle restent encore aujourd'hui présents à la mémoire de ceux qui ont vécu ces tristes heures. Ce même soir, le secrétaire de l'U.P. C.F.T.C. témoignait : « Nous avons vu une proclamation aux manifestants, qui se terminait par un ordre de dispersion. Celle-ci s'amorçait lorsque les policiers ont déclenché une charge, fonçant sur nous, bâtons en l'air. La foule a reflué dans le boulevard Voltaire et bon nombre de personnes voyant s'ouvrir sur leur chemin la bouche du métro Charonne, s'y engouffrèrent. La précipitation fut telle que les premiers rangs se trouvèrent écrasés au bas des escaliers par ceux qui se pressaient derrière eux, si bien que tous tombèrent les uns sur les autres, au point que les premiers se trouvèrent enfouis sous quinze couches humaines. Puis la police jeta les corps des manifestants assommés sur ceux qui se trouvaient dans la bouche de métro, et par-dessus, des grilles d'arbres, des tables de cafés. Nous étions dans l'impossibilité de faire le moindre mouvement. Lorsque nous avons réussi à nous dégager, nous avons relevé trois femmes mortes qui avaient été étouffées et piétinées par les rangs suivants. »

Voilà ce que fut le 8 février 1962.

Le gouvernement essaya bien, manœuvre qui ne dupa personne, de dénoncer une « provocation communiste », puis, quelques mois après, de laisser entendre que des « commandos O.A.S. » s'étaient substitués à la police régulière.

Le peuple de Paris SAIT, les travailleurs de France SAVENT que brigades ou commandos n'ont pu « agir » qu'avec l'acceptation du pouvoir.

En 1962 déjà, M. Frey, ministre de l'Intérieur, M. Papon, préfet de police et le général de Gaulle, leur « patron », étaient les adversaires du peuple.

Les adversaires de ces 500.000 travailleurs qui, le 13 février, silencieusement, solennellement, sous la pluie, dirent leur opposition au régime gaulliste.

De ces mêmes travailleurs qui se retrouvaient l'autre soir à la Mutualité pour demander que toute la vérité soit connue sur l'affaire Ben Barka. De ces mêmes travailleurs qui en 1966, comme en 1962, dénoncent le comportement anti-républicain du toujours ministre Frey. De tous ces hommes de gauche qui bientôt triompheront de l'aventure gaulliste.



Le Bureau National du P.S.U. communique :

Il y a aujourd'hui quatre ans, une manifestation contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie était sauvagement réprimée dans le quartier de Charonne. Bilan : 9 morts.

Bien sûr, les conditions exactes du drame n'ont jamais été élucidées et le gouvernement a tout fait pour étouffer l'affaire. Mais l'opinion sait que le principal responsable se nomme Roger Frey et qu'il est toujours ministre de l'Intérieur.

Il y a plus de quatre mois, Mehdi Ben Barka, un des leaders de la lutte anti-impérialiste, était enlevé en plein Paris et livré à ses ennemis politiques. Là encore les conditions exactes du drame sont loin d'être élucidées et le gouvernement fait tout pour cacher la vérité. Mais l'opinion sait que le principal responsable se nomme Roger Frey et qu'il est encore ministre de l'Intérieur.

Pour que la vérité éclate, pour que justice soit faite, il faut d'abord chasser cet homme.

Tel est le sens de la manifestation qui rassemblera le mardi 8 février à 19 heures au métro Charonne tous ceux qui pensent que des promesses ne suffisent plus et que la Gauche, désormais, doit prendre l'offensive.

La manifestation du P.S.U.

Mardi 8 février 1966, quatre ans jour pour jour après le massacre de Charonne, plusieurs centaines de personnes ont, à l'appel du P.S.U., manifesté sur les lieux mêmes du drame et rendu un hommage solennel aux neuf victimes de la sanglante répression de 1962.

Dès 18 h 30, des groupes de jeunes gens commencent à se rassembler sur le boulevard Voltaire, à proximité des stations de métro Charonne et Boulets-Montreuil.

Vers 19 h, la manifestation commence. Le cortège se forme d'abord sur le trottoir et occupe bientôt toute la largeur du boulevard Voltaire. A sa tête on reconnaît nos camarades Edouard Depreux, Gilles Martinet, Marc Heurigon, Jean Poperen, Pierre Stibbe, Claude Dubois, Gontcharoff et bien d'autres.

Deux banderoles sont déployées : une immense banderole Parti Socialiste Unifié, et une autre sur laquelle

on peut lire : *Charonne 1962, Ben Barka 1966, Frey à la porte !*

Les manifestants parmi lesquels on compte beaucoup de jeunes scandent avec force des slogans : *Frey assassin ! Papon en prison ! U.N.R. gangster !*

Lorsque le cortège arrive à hauteur de la station de métro Charonne, le silence se fait. Une gerbe d'œillets rouges est déposée contre la grille du métro. La foule observe une minute de silence. Edouard Depreux prononce alors une courte allocution : *Les hommes qui ont assassiné les manifestants de Charonne sont ceux-mêmes qui sont responsables de l'assassinat de cet admirable militant*

anticolonialiste qu'était Ben Barka.

Le cortège se remet en marche et gagne la rue de Charonne. A nouveau les slogans fusent : *Le régime est pourri !*

Près de moi, deux jeunes gens discutent : « Tu te souviens de Charonne quand la police a chargé ? Pendant des semaines, j'ai eu dans les oreilles les cris de ceux qui tombaient, le claquement des vitres qui cédaient sous la pression de la foule qui reflétait. C'était il y a quatre ans mais il me semble que c'était hier. »

A 19 h 45, la manifestation se disperse sans incidents. A Charonne, le 8 février 1966, on n'aura pas vu un seul képi.

Mise au point à propos d'un commentaire de "L'Humanité"

Nous n'avons pas un goût immo-déré de la polémique — la simple honnêteté nous conduit cependant à rectifier un commentaire de *L'Humanité* du 8 février.

1 Le 13 février prochain — comme tous les ans — des délégations se rendront au cimetière du Père-Lachaise pour rendre hommage aux neuf martyrs de Charonne. Comme tous les ans, le P.S.U. aurait, bien sûr, participé à l'appel commun... s'il avait été convoqué en même temps que les autres organisations. C'est avec surprise que les fédérations de la région parisienne ont pris connaissance de cet appel dans la presse du 3 février et constaté qu'elles ne figuraient pas parmi les signataires. Le jour même le pneumatique suivant (1) a été adressé à l'Union départementale C.G.T., chargée des convocations. Le 8 février *L'Humanité* n'est toujours pas avertie... C'est, sans doute comme

la semaine dernière, la faute du facteur.

2 Depuis le 4 février, le P.S.U. a pris contact d'abord par lettre (cf T.S. n° 272) puis par téléphone avec la Fédération Démocrate Socialiste et le P.C.F., proposant d'organiser le 8 février une grande manifestation commune. Il s'agissait de tenir les engagements pris par tous les orateurs du meeting de la Mutualité. Tout faire pour empêcher le gouvernement d'enterrer l'affaire Ben Barka. Les membres du secrétariat du P.C. le savent d'autant mieux qu'ils ont eu avec le secrétariat du P.S.U. de longues conversations téléphoniques à ce sujet. Finalement, le P.C. a estimé qu'une manifestation commune était impossible, puisque rejetée par les radicaux. C'est dans ces conditions que le P.S.U. a été amené à maintenir seul ses mots d'ordre. Il le regrette, car au lieu d'être quelques centai-

nes, nous aurions pu être des milliers à Charonne. Il est vrai qu'il ne faut pas être impatient. Il n'y avait aussi que quelques centaines de manifestants au début de la guerre d'Algérie.

(1) Paris le 3 février 1966.

Union Départementale de la C.G.T. de la Seine, 85, rue Charlot, Paris (3°).

Chers camarades,

Je pense qu'une erreur administrative qui nous est certainement imputable, n'a pas permis que parvienne jusqu'à nous votre convocation concernant l'organisation de la commémoration de Charonne.

Quoi qu'il en soit, il est bien évident qu'étant parmi les organisations invitantes de la manifestation de Charonne et ayant jusqu'à ce jour

participé à toutes les commémorations, nous n'avons aucune raison politique d'être absents ou silencieux cette année.

Nous constatons que la liste des organisations invitantes comporte un éventail très large dans lequel on retrouve même des mouvements qui étaient absents au premier jour.

C'est une raison de plus pour que nous regrettions l'omission nous concernant.

Nous tenons donc formellement à être considérés comme partie prenante dans cette affaire et espérons que vous pourrez le faire connaître publiquement.

Avec nos sentiments socialistes, Pour la Fédération de Paris et la Fédération de Seine-Banlieue du P.S.U.

Georges Gontcharoff, membre du Bureau National du P.S.U.

PARTIS

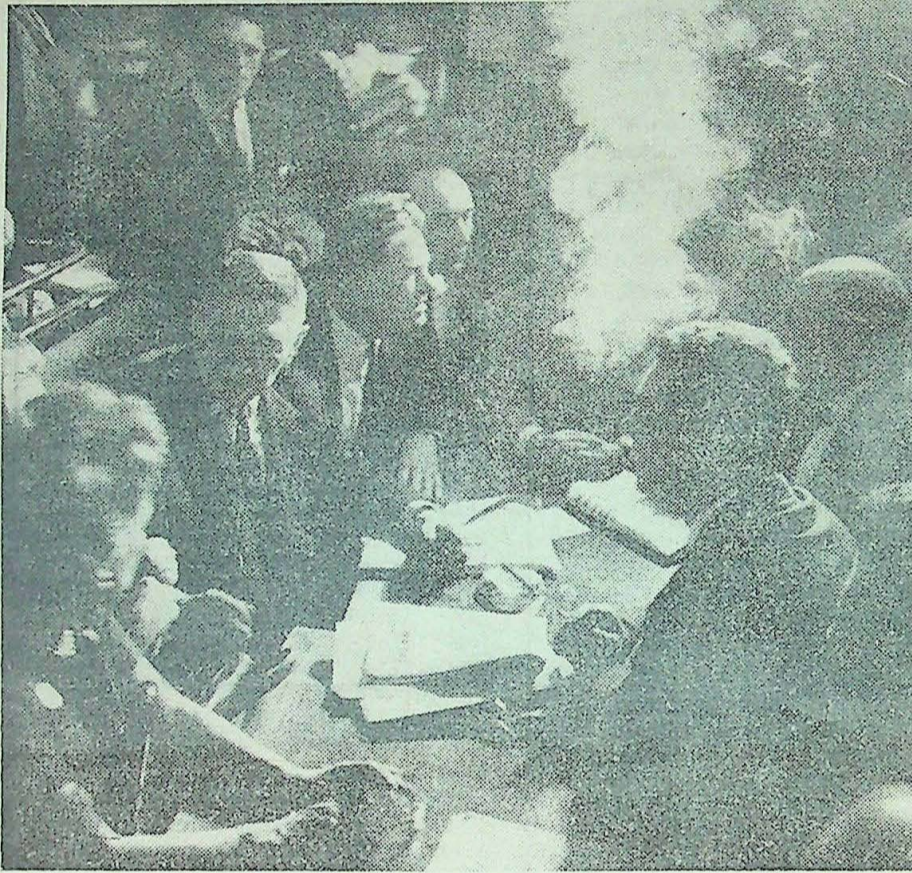
Où en est la droite française ?

La campagne présidentielle a eu deux conséquences politiques : elle a été marquée par le combat uni de la gauche et par l'opposition dispersée des forces de droite.

Déjà, face à de Gaulle, Lecanuet, Marcihacy, Tixier-Vignancour représentaient les diverses faces de cette droite, selon qu'on veuille considérer la réaction néo-libérale d'un courant patronal et technocrate déçu par la politique de stabilisation, le conservatisme grand-bourgeois ou

ces de retour de l'ancien ministre des Finances.

L'éventail politique de Lecanuet se trouve ainsi quelque peu rétréci sur sa droite — disons plutôt sur sa clientèle de droite — car il lui restera encore bien des élus de droite que leur situation électorale entraîne à ne pas se couper d'un électoral centriste (M.R.P. ou radical). C'est le cas d'hommes comme Motte, Beaudis, Faure. Mais là encore la marge de manœuvre de Lecanuet diminue.



(Photo Kagan.)

Amis hier, adversaires aujourd'hui, complices demain... (ci-dessus : Tixier-Vignancour, Le Pen, de Lacoste-Laraymondie).

l'aventure nationaliste d'anciens O.A.S., pieds-noirs ou nostalgiques des liges d'avant-guerre.

On connaît les résultats : ces trois courants réunis obtinrent un peu plus de 5 % des voix. Mais il est vrai aussi que dans les suffrages du général de Gaulle se retrouvaient, par raison de sécurité et d'ordre, bien des hommes de droite pour qui, après tout, le néo-capitalisme gaulliste, appuyé par les grandes banques d'affaires, offrait plus de garanties que les nébuleuses ou juvéniles options de Tixier-Vignancour ou de Lecanuet.

Ces hommes de droite, ces féodalités conservatrices faisaient confiance à l'un des leurs, Giscard d'Estaing, pour que soient défendus les principes d'un libéralisme économique déjà satisfait des grandes lignes du V^e Plan et des mesures budgétaires de dégrèvements fiscaux prises en leur faveur.

Trois mois ont passé

Giscard d'Estaing a été « remercié » et sa ferveur gaulliste quelque peu tempérée. Pour lui, la situation est claire, il prend rendez-vous à la veille des élections législatives et il entend bien à ce moment-là monnayer son soutien. N'oublions pas qu'il est un des éléments-clés de la coalition gouvernementale qui n'est majoritaire qu'avec les voix de ses amis. Il entend bien se servir de cette position, dans les prochains mois, la décence l'empêchant de le faire actuellement. Mais pour bien des hommes de droite, Giscard offre plus de sécurité que Lecanuet. Et il est certain qu'ils joueront à terme bien plus sur les chan-

Les radicaux vont interdire la double appartenance et bien des M.R.P., tel Pflimlin, ne soutiennent leur nouveau parti qu'à contre-cœur. Que lui restait-il ? Le dynamisme de sa récente campagne. Il n'est certes pas niabile, mais le temps passant, il ira s'atténuant. L'attirance de sa politique européenne ? Elle séduira les engagés, mais les hésitants attendront de voir le comportement d'Edgar Faure avant de renouveler leur engagement politique.

Pour le moment, nous concluons que dans l'antagonisme Lecanuet-Giscard, ce dernier est mieux parti pour rassembler autour de lui ceux qui votent et ne « militent » pas.

T.-V. et Le Pen

Au même moment, on apprend que le torchon brûle entre Tixier-Vignancour et Le Pen. On en est même à « actionner » la justice pour se voir reconnaître la propriété des bureaux et des machines à écrire !

Que se passe-t-il donc ? Est-il donc si invivable ce Jean-Marie Le Pen, que ceux qui le côtoient un moment n'ont plus qu'un seul désir : le rejeter ? Avant-hier, ce fut Poujade, hier ce fut Dides, aujourd'hui Tixier. Ou bien ces hommes changent-ils à un tel point que Le Pen puisse considérer à chaque expérience qu'il a été « trahi » ?

Il doit y avoir du vrai dans ces deux remarques. Le Pen a avec lui la partie jeune, activiste, remuante, bagarreuse. Elle est davantage préoccupée d'action que de politique. Elle passe ses nerfs en courant de ville en ville, de meetings en meetings. La caravane et le cirque vont à son tempérament. Elle finit par croire à sa puissance et sa déception n'en fut que plus grande après l'échec de Tixier-Vignancour. Pour elle, la véritable raison de cet échec réside dans l'opportunisme électoral choisi par T.-V. Pour faire sérieux et ne pas effaroucher, T.-V. s'est conduit plus en vieux routier du Parlement qu'en chef nationaliste. Il se battait contre de Gaulle pour défendre la Républi-

que. Alors que, pour eux, la République ou de Gaulle c'est du pareil au même et qu'il faut se débarrasser des deux.

Alors, vouloir les faire participer à une « Alliance républicaine », sage rassemblement d'anciens maurassiens ou ligueurs et de nouveaux rsiens pieds-noirs ou non, c'était trop leur demander. Les coups de gueule de Le Pen ont eu plus de séduction que les trémolos de Tixier. Ils vont donc, peu nombreux mais mieux soudés, recommencer l'éternelle expérience de la petite extrême-droite, militariste et en uniforme, en lutte contre le capitalisme, les juifs, les Noirs, les traîtres... entraînant Le Pen plus loin que celui-ci au fond de lui-même ne souhaitait aller.

Quant à Tixier, il n'a pas besoin de ces « criards » au moment où il essaiera de monnayer quelques sièges... ou plutôt quelques voix. Se prend-il au sérieux désormais ? Est-il victime de cette étrange maladie que semble véhiculer la télévision ? Cette sorte de dimension nouvelle qui étonne, honore et dupe ? Ou, plus sage, préfère-t-il finir ses « années politiques » en compagnie des Lacoste, Lareymondie, Thomazo... plus respectables, plus dignes, plus de son âge.

Il semblerait que tel est son choix. Etre l'homme de l'extrême-droite vieillissante qui se souvient, lit, rumine, hait, complotte dans les salons. Que les autres rejoignent Le Pen...

ou encore, dernier petit volet de cette extrême-droite, les quelques éléments néo-nazis d'« Europe Action », riches des subsides de l'appareil nazi qui, depuis la Suède et la Belgique, en passant par l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Argentine, le Paraguay, entretient le culte de Hitler et de l'ordre nouveau. Avec ceux-là, Le Pen trouvera de nouveaux ultras, comme hier un de La Rocque trouvait un Bucard... Le petit monde de l'extrême-droite continuera ainsi à tourner sur lui-même.

Mais ne nous y trompons pas. Il saura bien se regrouper, et profiter de toutes les occasions, lorsqu'il s'agira de former le gang marginal de toute opération à caractère fascisant. Mobilisé en permanence pour abattre la République, il sera un agent facilement téléguidable par tout aventurier qui, dans l'ombre du pouvoir, souhaitera un jour mépriser les règles démocratiques et assurer sa survie politique.

Quantité négligeable sur le plan du suffrage universel, l'extrême-droite est toujours dangereuse lorsque la démocratie est menacée. Elle demeure en permanence l'ennemie du peuple. Pour elle, soutenir de Gaulle en 1958 ou le combattre en 1966 importe peu. Elle est disponible en permanence. Soyons certes, à gauche, conscients de sa petite force actuelle, mais restons toujours vigilants.

Harris Puisais.

La bonne conscience de Jean Lecanuet

Vous croyez peut-être que je vais vous décrire un public bien élevé, applaudissant avec ce dosage de pondération et de chaleur qui est la caractéristique de certains milieux « bien pensants » ; bref, de ces jeunes gens correctement habillés, mais sans trop de recherche, catholiques, de bonne famille, au regard franc et planté tout droit bien au-dessus de cette ligne bleue des Vosges, frontière étroite du nationalisme gaulliste, de ces Européens conquis par la grande tâche de notre temps, mais pas fanatiques, on laisse ça aux extrémistes des deux bords, de ces jeunes gens qui ont appris le dialogue à la J.E.C. ou chez les Scouts de France... Eh bien, non ! Le meeting à Johnny Lecanuet, c'était une belle foire d'empoigne !

Batailles rangées entre démocrates et tixieristes, qui, expulsés par une porte, reentraient par l'autre en beuglant « Amnistie » ou « Nationaliste ». Projection de tracts « Action française ». Hurllements rythmés des gaullistes, en force au balcon, éclatant aux moments où l'on pouvait entendre l'orateur stigmatiser le « totalitarisme gaulliste » ou s'apitoyer sur « les jeunes étudiants entassés dans les facultés » ou « ces millions de jeunes ouvriers qui attendent des logements ».

Une séance très agitée. L'honorable représentant de « T.S. » a même failli se faire jeter dehors et casser la figure aux cris de « Fasciste, à la porte » par ces mêmes fascistes infiltrés dans le service d'ordre des démocrates qui l'avaient reconnu au passage ! Coups de poing, gueulantes, crécelles et sifflets à roulette : un meeting bien saboté et un Lecanuet privé de son sourire légendaire. « Ne vous battez pas, essayez de vous comprendre... l'usage de la violence c'est la puissance, la démocratie c'est la recherche en commun de la vérité... si certains s'aperçoivent de leurs erreurs, qu'ils nous rejoignent... Ce type de phrases, ces expressions, vous les connaissez bien ! Mais oui... Rappelez-vous : la violence d'où qu'elle vienne... reconnaissez vos erreurs et il vous sera pardonné... Lecanuet fait de la démocratie chrétienne sans l'adjectif. Avouez qu'il n'y a pas de meilleure propagande.

D'ailleurs, le socialisme, c'est bien fini ; les idéologies ont fait leur temps. Il faut « construire une société personnaliste, de solidarité, de civilisation ». Vous avez entendu : personnaliste, solidarité ; les lecteurs de la revue « Esprit », et même ces ouvriers pour qui on demande un relèvement du S.M.I.G. et une suppression des abattements de zone en ont pour leur argent. Les patrons aussi d'ailleurs. Ecoutez bien : « L'initiative privée est un moteur irremplaçable ». Mais les technocrates, les hauts fonctionnaires ! Eux aussi recevront leur dû : « Il faut associer la vitalité de l'entreprise privée et un plan établi dans le dialogue. » Le mot revient. Et les gueulards du balcon ne s'y trompent

pas qui chantent « Ave Maria » et « Il est né le divin enfant ». Et de réclamer « la pilule » et de scander « Bidault » au moment où John-Fitzgerald-au-sourire-disparu parle du ministre de l'Intérieur et de l'affaire Ben Barka.

Mais j'ai oublié le Vietnam. « Que la paix soit rétablie dans la liberté du peuple... un peuple n'a le droit d'intervenir dans les affaires d'un autre peuple que si le gouvernement légitime le lui demande. » Une seule question : le gouvernement Diem était-il légitime ? Une partie de la salle scandait « Vietcong assassins ! ». Lecanuet rappelle la Hongrie. La salle applaudit vigoureusement, des cris « Budapest, Budapest » éclatent dans le fond. Les jeunes gens du service d'ordre, en costume sombre très strict, ont de plus en plus de mal à empêcher que les bagarres ne dégénèrent. Les hôtes, en jupe verte et chemisier blanc très strict, se sont groupées, apeurées, près de la tribune.

Il est dix heures et demie, le meeting se termine sur le « Chant du départ ». Les fascistes piaillent « Amnistie » devant la Mutualité. Les flies se marrent. Et la foule sort, un peu frustrée des deux heures escomptées d'Europe, de justice sociale et de dialogue entre gens bien élevés. Lundi 7 février, Jean Lecanuet s'adressait aux jeunes.

Jean Tercé.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique : HARRIS PUISAIS

| | |
|--|--|
| <p>● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20</p> | <p>● Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60</p> |
|--|--|

● Publlcité : Geneviève Mesguchte 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LFT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Omission

A la suite d'une omission, intervenue au « marbre » de « T.S. », l'article « Telle Italie, telle France » est paru sans la signature de son auteur : Michel Ungemuth.

Handwritten notes: CMO 18H -> Vanh... samedi 16H -> ...

DEBRÉ ET LES SYNDICATS

Le gouvernement peut-il satisfaire les betteraviers et les salariés ?

Alors que M. Michel Debré, ministre de l'Economie nationale et des Finances, et M. Jeanneney, ministre des Affaires sociales, viennent de recevoir les représentants des organisations professionnelles, celles du patronat et celles des salariés (y compris la C.F.T.C.-Sauty), alors que M. Edgar Faure, ministre de l'Agriculture, s'est entretenu de son côté avec les responsables paysans, le gouvernement annonce quelques mesures sociales pour la mi-février.

Il est significatif toutefois que la première « mesure sociale » qui a été prise consiste à distiller, aux frais des contribuables, le vin de qualité médiocre qui demeure invendu.

Récupérer une clientèle électorale...

Comme l'écrit, en effet, un de nos confrères : « On s'intéresse beaucoup à la campagne... Mais cette campagne-là est d'abord électorale. »

Il s'agit pour le gouvernement, en accordant diverses satisfactions aux agriculteurs, de récupérer pour les prochaines législatives la fraction des électeurs de la droite classique qui a fait défection en novembre dernier en votant notamment pour M. Lecanuet...

Reconnaissons qu'il a de bonnes chances d'y parvenir. Tout d'abord la reprise des pourparlers sur le Marché commun agricole, sans lequel « la revalorisation du revenu agricole aurait été, en effet, inconcevable » (de Caffarelli, *dit*), est bien accueillie par les dirigeants de la F.N.S.E.A. Quant aux Jeunes Agriculteurs, ils approuvent entièrement la politique gaulliste sur le plan européen puisqu'un de leurs responsables a pu déclarer après le compromis intervenu à Luxembourg : « Le passage à la règle de la majorité comportait pour la France plus de dangers que pour les autres pays de la C.E.E., car elle est la seule nation exportatrice. Elle risquait donc de se trouver sur de nombreux points isolée face à ses cinq partenaires, et obligée d'accepter des décisions préjudiciables à ses intérêts. D'ailleurs, l'Allemagne et la Hollande ont fait admettre, sur certains problèmes, des dérogations à la règle d'unanimité... »

Mais il est évident qu'une satisfaction de principe ne saurait suffire à calmer le mécontentement des agriculteurs ; il faudra aussi des mesures plus concrètes et plus immédiates tendant à l'octroi de subventions pour résorber les excédents et à un relèvement des prix.

Personne, d'ailleurs, ne conteste que l'agriculture française, en pleine transformation, n'ait besoin de l'aide gouvernementale. Encore faudrait-il que cette aide aille dans le sens des reconversions nécessaires : cela vaut pour la vigne comme pour la betterave.

Lorsque les betteraviers pressent l'habile Edgar Faure — qui n'a pas encore « terminé ses études » sur la question — de financer l'écoulement du sucre en excédent et d'augmenter les prix à la production, on peut s'interroger sur le bien-fondé de leurs demandes.

Plus sérieuses sont sans doute les revendications pour le relèvement du prix du lait et l'octroi de crédits aux éleveurs, mais il est clair que tout cela coûtera un nombre respectable de milliards. Où les prendra-t-on, étant donné qu'il n'est pas question, malgré le limogeage de Giscard d'Estaing, de toucher en principe à la politique de stabilisation ?

Aussi bien il ne semble pas que M. Debré ait répondu à la question posée par André Bergeron, au nom de Force Ouvrière, sur les mesures à l'étude en faveur des agriculteurs : « Quelles sont les catégories bénéficiaires ? Les salariés ne risquent-ils pas d'en faire les frais comme contribuables et comme consommateurs ? »

En fait, M. Debré se propose de relever les tarifs de la S.N.C.F. et de l'E.D.F. pour réduire les subventions accordées à ces entreprises et satisfaire ainsi les demandes de ses collègues « dépensiers » : M. Pisani qui a déjà obtenu des crédits supplémentaires pour l'avion géant « Concorde » et qui envisage aussi d'augmen-

ter les crédits à la construction sociale ; M. Edgar Faure aux prises avec les revendications des betteraviers, des éleveurs, des viticulteurs.

Mais un tel relèvement des tarifs des services publics ne risque-t-il pas de remettre en cause la politique de stabilisation et de donner plus de force aux revendications des salariés, notamment dans le secteur public ?

On pourrait, certes, peser sur les prix à la consommation en diminuant les bénéfices du commerce, mais il ne semble pas que la réforme des circuits de distribution, prônée par M. Debré, aille très loin. Là encore il s'agit de ménager une certaine clientèle électorale. Edouard Leclerc ne s'est pas vu confier un « ministère de la distribution », mais un représentant du mouvement Poujade est reçu à l'Elysée.

Il n'est pas jusqu'au grand patronat qu'il faudra éviter de mécontenter. Ainsi que nous l'avons vu, celui-ci n'approuve pas tous les aspects de la politique gaulliste, en dépit des satisfactions qu'elle lui apporte et qui tiennent en particulier à l'opposition du pouvoir aux revendications ouvrières.

Bien que partisan de la « vérité des prix » dans le secteur nationalisé, le patronat ne voit pas d'un bon œil l'augmentation de certains tarifs, alors qu'il reste lui-même soumis pour les prix au dirigisme gouvernemental.

Il ne priserait guère non plus une intervention directe du secteur public pour créer de nouvelles activités dans les régions en crise. On peut donc penser que de telles initiatives réclamées notamment par la C.F.D.T. — et auxquelles M. Debré lui-même s'est déclaré autrefois favorable — verront difficilement le jour.

Il en sera sans doute de même, en dépit de la fronde des « gaullistes de gauche », de certains projets tendant à faire participer les salariés aux résultats de l'autofinancement (aménagement Vallon adopté par l'Assemblée nationale). Ces projets n'ont d'ailleurs pas le caractère révolutionnaire que leur prêtent les amis de M. Capitant : ils ne visent pas à limiter l'autorité des chefs d'entreprise, à « supprimer le salariat », mais à favoriser l'intégration des travailleurs au système en créant une sorte de « capitalisme populaire ». Ils ne peuvent donc guère inquiéter le patronat qui, par contre, va s'appuyer plus que jamais sur le gouvernement pour contenir les revendications de salaires.

Situation difficile dans le secteur privé

En réalité, le sort de nombreux salariés du secteur privé n'est rien moins qu'enviable ; le ralentissement économique, la politique patronale tendant à multiplier les disparités entre les rémunérations et à vider de leur contenu les conventions collectives ne favorisent guère l'action syndicale. De douloureux problèmes de reconversion continuent à se poser, en particulier dans la sidérurgie lorraine, dans la construction navale (menace de fermeture des Forges et Chantiers de la Méditerranée au Havre et à La Seyne).

Dans la région parisienne elle-même, un mémorandum de la C.G.T., remis à la fin de l'année dernière au ministre du Travail, faisait état de nombreux licenciements et d'atteintes aux libertés syndicales.

Le dernier Bulletin de l'Organisation Internationale du Travail écrivait : « En France, le nombre des chômeurs pour chaque mois de 1965 a été supérieur d'environ 40 % à celui du mois correspondant de 1964 ; il a atteint 156.000 au 1^{er} décembre 1965, chiffre le plus haut enregistré à cette date depuis dix ans. »

Même si ce chiffre résulte d'une assimilation entre chômage et demandes d'emploi non satisfaites qui n'est pas entièrement juste et même si l'on signale officiellement une reprise de l'activité économique en décembre, il est évident que les licenciements et le chômage partiel ne cessent de peser sur la condition des travailleurs du secteur privé.

Un autre fait, que signalait une récente étude des métallurgistes C.F.D.T. est constitué par les disparités de salaires qui existent selon les régions, les différentes branches d'industrie et, au sein d'une même entreprise, pour les travailleurs d'une même catégorie. Profitant de l'évolution des techniques, le patronat impose des rémunérations arbitraires qui n'ont qu'un lointain rapport avec les qualifications réelles. Les classifications Parod' établies après la Libération ne correspondent plus à grand-chose. On sait, d'autre part, que les accords de salaires portent généralement sur des minima et n'ont guère d'influence sur les salaires réels dont la détermination dépend avant tout du rapport des forces à l'intérieur de l'entreprise.

Un autre point souligné par les métallurgistes C.F.D.T. concerne « l'importance et l'étendue des primes » qui « dénaturent la notion d'un véritable salaire contractuellement défini ».

La politique patronale vise essentiellement, selon l'étude en question,

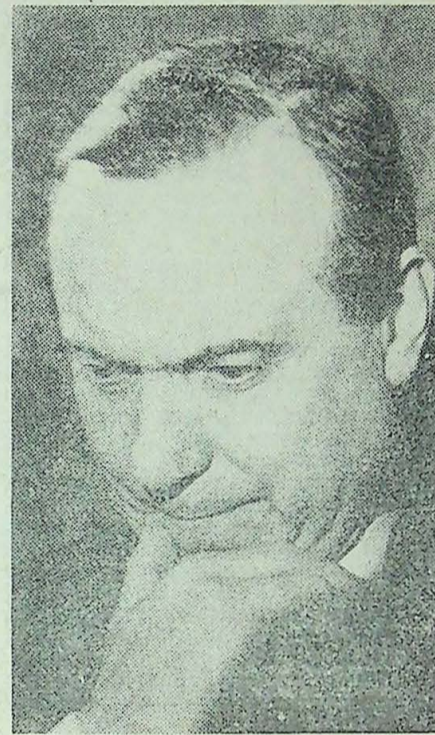


Photo Kagan

Debré : les choix difficiles.

« à l'intégration des travailleurs à l'entreprise et à l'individualisation du salaire ».

Les syndicats seront-ils en mesure, dans les prochains mois, de réagir contre une telle situation et de lancer de grands mouvements revendicatifs ?

Pourrissement dans le secteur public

Le Pouvoir, davantage à redouter dans l'immédiat des grèves dans le secteur public. Non que la situation y soit explosive ; il s'agit plutôt d'un lent pourrissement.

Les commissaires Grégoire viennent de terminer la première phase de leurs travaux qui consiste « à constater » la masse des salaires versés au cours de l'année précédente à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., à l'E.G.F., dans les Charbonnages de France.

Dans ces diverses entreprises, l'augmentation des salaires a été moyenne de 4,6 %, mais les syndicats font observer que la hausse des prix a été de 2,8 % au lieu de 1,5 % comme il était prévu ; le gouvernement n'a donc pas tenu ses engagements en ce qui concerne le pouvoir d'achat réel. D'où l'existence d'un contentieux pour 1965 et cela d'autant plus que la hausse des salaires dans le secteur privé a été de 5 à 6 % (alors que le taux d'expansion de la production a été de 2,5 % au lieu des 4,5 % prévus).

Le gouvernement répond que la masse des salaires effectivement versés à la S.N.C.F. et dans les Charbonnages en particulier a augmenté de plus de 5 % en raison des avantages accordés à certaines catégories pour éviter la fuite de la main-d'œuvre qualifiée vers le secteur privé. Cependant, il est clair que seule une minorité des travailleurs du secteur nationalisé a bénéficié de ces « glissements hiérarchiques ». Tout dépendra donc, en premier lieu, de l'importance que le gouvernement voudra bien accorder à ce contentieux et des mesures qu'il prendra — ou ne prendra pas — pour « l'éponger ».

On peut se demander toutefois si les « économies » envisagées dans les entreprises nationales à la faveur de

la réduction des subventions ne viendront pas contrarier les revendications syndicales, les compensations résultant des hausses de tarifs étant nécessairement limitées.

Il convient, d'ailleurs, de noter que ces hausses ne s'appliqueront pas au charbon de nos Houillères, en raison de la concurrence que font à ce dernier les hydrocarbures et le charbon importé. A vrai dire, la crise des Charbonnages est générale dans les pays de la C.E.C.A. dont beaucoup de bassins sont de moins en moins rentables.

Cette crise illustrée par les dramatiques incidents du Limbourg et par la fermeture de la dernière mine souterraine de Decazeville ne pouvait trouver sa solution que dans le développement d'activités de remplacement (carbo-chimie, etc.), ce qui implique une planification à l'échelle européenne.

Quant à la S.N.C.F., la « contraction » du réseau est à l'ordre du jour ; c'est ainsi qu'on vient de décider la fermeture de lignes secondaires dans la Loire et la Haute-Loire.

La Fédération C.G.T. des cheminots propose aux autres organisations une action chez les agents de conduite — qui serait un premier test — mais les Fédérations C.F.I.T. et F.O. se prononcent pour une action coordonnée des secteurs public, semi-public et nationalisé.

En effet, les fonctionnaires ne seront, sans doute, pas mieux traités que les agents des entreprises nationalisées. Ils mettent actuellement en avant des revendications concernant la réduction du travail et l'aménagement des horaires (semaine en cinq jours) : action prévue dans ce sens par les syndicats du Trésor, mouvement du 29 janvier dans les P.T.T. lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. et au cours duquel il y eut peu de grévistes.

Or M. Debré s'est déclaré opposé, au cours de ses entretiens avec les dirigeants syndicaux, à toute réduction importante de la durée du travail, ce qui vaut pour le secteur public comme pour le secteur privé.

On peut donc estimer, d'une façon générale, que la politique gouvernementale tendra à accentuer le pourrissement du climat dans le secteur public.

La politique des revenus en question

Un autre point de divergence entre M. Debré et ses interlocuteurs syndicaux est constitué par la « politique des revenus » dont le ministre de l'Economie nationale s'est efforcé de montrer la nécessité, alors que les syndicats, en l'absence d'un contrôle de tous les revenus, ne voient là qu'une « police des salaires ».

Par doctrine, F.O. et la C.G.C. sont opposées à toute politique des revenus. De son côté, la C.G.T. souligne la contradiction qui va caractériser la politique gouvernementale : « La collusion entre le patronat et les Pouvoirs publics sera maintenue, avec encore plus de dirigerisme des salaires et un peu moins de pression sur les prix. »

Pour la C.G.T. — qui a renouvelé ses doléances en ce qui concerne les crédits pour la formation syndicale, sa participation aux organismes de la C.E.E. et au conseil d'administration de la S.N.C.F. dont elle est écartée — il ne fait de doute que le gouvernement va faire « une politique anti-sociale ».

F.O. et la C.F.D.T. ont mis l'accent sur l'amélioration du sort des plus défavorisés. Elles seront entendues dans une faible mesure, ne serait-ce que pour limiter l'incidence sur les budgets modestes des hausses de prix attendues.

Un coup de pouce serait donné au S.M.I.G. qui ne serait plus indexé sur l'indice des 179 articles mais sur celui des 259 articles ; toutefois, M. Debré s'oppose à un relèvement important du S.M.I.G., en prétendant que nombre d'entreprises ne pourraient payer et devraient fermer leurs portes.

D'autre part, si l'on s'attend à certaines mesures en faveur des vieux, les prestations familiales ne seraient pas relevées dans l'immédiat, malgré les excédents des caisses d'A.F.

Le « train social » de la mi-février serait donc très réduit. Le gouvernement se préoccupe également des agriculteurs dont les revenus ont en moyenne moins augmenté que ceux « des autres catégories socio-professionnelles » et il le fera, d'autant plus volontiers, que son intérêt électoral l'exige, beaucoup plus en tout cas que se pencher sur le sort des salariés, à commencer par ceux qui dépendent directement de lui.

Maurice Combes.

**REPORTAGE
EN ISRAËL**

UN MOIS DANS UN KIBBOUTZ

Société communautaire moderne

par J.-C. LECLERC

Ils ne sont guère plus de deux cents, leur population dépasse à peine 3 % de celle d'Israël et ne représente encore que 20 % de la population agricole du même Etat; pourtant, les kibboutz font toujours parler d'eux en Israël. A l'étranger, Israël est souvent vu comme un pays juif en guerre latente avec ses voisins arabes et où l'on fertilise le désert, où existent les kibboutz.

Est-ce que ça ressemble à un kolchoze? Comment est-ce organisé? Comment cela existe-t-il au milieu d'une société qui, à première vue, ressemble aux sociétés occidentales?

Les nombreux touristes qui visitent Israël entendent quelques rapides propos sur l'importance historique des kibboutz, leur rôle dans l'économie agricole et le développement, sur l'existence d'une vie communautaire. Certains peuvent voir que c'est moderne, très moderne un kibboutz, qu'on y vit bien, qu'on y est habitué à l'accueil des touristes, des étrangers, qu'on y mange et travaille tous ensemble en un même lieu, sur une même terre, et comment cela se fait-il après tout, se peut-il même?

Rectifions tout de suite un peu. Dans certains kibboutz, la vie n'est pas si commode et la majorité d'entre eux ne sont pas des spécialités pour touristes, ne serait-ce qu'occasionnellement et sous des formes originales.

Il s'agit ici du kibboutz Hazor situé à dix kilomètres d'Achdod, le nouveau port d'Israël, et à quarante kilomètres de Tel-Aviv, dans une région encore assez peuplée.

Environ cinq cents personnes vivent au kibboutz dont les ressources viennent de cultures, irriguées ou non, et d'une petite usine métallurgique. Hazor est rattaché à la fédération de kibboutz Artzi, laquelle est liée au M.A.P.A.M. (Parti socialiste de gauche). Hazor est un peu l'équivalent d'un village, il est indiqué sur les cartes et sur les poteaux indicateurs à quelques kilomètres à la ronde; il est desservi dans la journée par de rares autocars et possède son petit bureau de poste, des classes d'école primaire, mais aussi une école secondaire, l'équivalent d'un lycée.

I. — La population du kibboutz

Le kibboutz a été créé, peu après la constitution de l'Etat d'Israël, à partir d'un fort noyau de membres venant d'autres kibboutz plus anciens. La communauté a grandi surtout grâce à de jeunes immigrants, mais, depuis quelques années, le nombre de membres du kibboutz ne croît qu'assez lentement. Ceci explique qu'on trouve au kibboutz beaucoup de moins de vingt à trente ans, mais aussi un certain nombre de personnes dépassant la cinquantaine d'années; finalement, la population est jeune et assez équilibrée.

Une très grande partie des haverims sont venus d'Europe avant ou après 1948, d'autres sont des sabras nés sur le territoire d'Israël; depuis une dizaine d'années, quelques jeunes sont venus d'Egypte ou d'Afrique du Nord.

II. — Aménagement, organisation par tous et pour tous

Une vie communautaire avec cinq cents personnes demande une solide organisation: tout le travail est prévu à l'avance, réparti équitablement en tenant compte des possibilités de chacun. On utilise les horaires de travail, les jours de repos et de congé, les « changements de métier », pour tous. Il faut surmonter les problèmes complexes posés par la variation saisonnière des travaux agricoles. Il faut distribuer les responsabilités, prévoir les déplacements à l'extérieur en vue des achats de toute sorte, décider de ces achats en tenant compte de ce qui est le plus commode, utile, rentable, agréable s'il le faut, et cela démocratiquement. On doit organiser aussi les activités diverses, l'éducation des jeunes, des enfants, avec la participation des jeunes et des enfants eux-mêmes.

Cette organisation, ce déroulement d'une vie sociale très communautaire, sans gros imprévus, impressionnent dès les premiers jours non seulement par leur efficacité, mais aussi parce que cela ne paraît pas se réaliser aux dépens de la liberté des gens, au prix de dures contraintes et tensions. On sent une vie détendue, paisible et pourtant active.

III. — Economie

Cela dit, de quoi le kibboutz tire-t-il ses ressources?

On pense souvent que le kibboutz est une communauté agricole; pourtant Hazor possède son usine, et c'est loin d'être une exception.

Agriculture

L'agriculture est basée sur environ 500 ha de terres, dont 150 ha de cultures intensives irriguées. Ce chiffre paraît faible si l'on sait que la plus grande partie de la main-d'œuvre est employée dans le secteur de production agricole et que le kibboutz tire de là la majorité de ses ressources. Rien d'étonnant pourtant: Hazor cultive beaucoup de coton et d'arbres fruitiers qui, convenablement irrigués, produisent beaucoup. Côté main-d'œuvre, les jeunes oliviers demandent beaucoup de soins, on passe tout l'hiver à récolter oranges, pamplemousses, etc., sur une centaine d'hectares. En été, les champs de coton sont surveillés constamment à cause des envahissements possibles de parasites; ils doivent aussi recevoir beaucoup d'eau, ce qui demande l'installation et le déplacement fréquent de centaines de mètres de tuyaux d'irrigation.

Les deux tiers des terres ne sont pas irrigués, on y cultive des céréales, surtout du blé; ces cultures, moins rentables que les cultures irriguées, permettent plus de variété dans la production et un meilleur étalement des besoins de main-d'œuvre dans l'année. Une extension des cultures irriguées serait possible, mais il faudrait beaucoup plus d'eau et écouler facilement la production. L'eau est tirée à cet endroit d'une nappe souterraine. Une station de pompage est installée sur le kibboutz, mais ne doit pas prélever au-delà d'une certaine quantité d'eau sous peine d'amende. L'eau est, par ailleurs, payée.

Autre problème: il faut en particulier, pour les arbres fruitiers, penser à la main-d'œuvre disponible avant toute extension; on recherche, en effet, à limiter au maximum l'appel à une main-d'œuvre salariée extérieure au kibboutz.

Industrie

L'usine du kibboutz emploie cinquante ouvriers, elle produit du matériel en aluminium, surtout pour l'irrigation. Elle ne ressemble guère à la petite usine d'une région sous-équipée en France, qui vit au jour le jour, avec salaires bas et productions trop coûteuses. Vous avez là une usine bien organisée, équipée de machines des plus modernes, qui sort

du matériel d'une qualité et d'un prix de revient capables de soutenir une concurrence hors d'Israël.

Le kibboutz a pris de gros risques financiers: ainsi pour l'achat d'une machine qui peut fabriquer des moules en acier à partir d'un seul modèle utilisé comme une électrode d'arc électrique, ainsi pour l'équipement en fours de plus grandes dimensions pour fondre l'aluminium en limitant mieux son oxydation.

La haute qualité de la production est garantie à la fois par la précision de l'outillage et par la conscience des haverims qui ne travaillent pas pour un patron, mais pour le kibboutz en membres du kibboutz.

Côté initiatives, on cherche à diminuer les pertes d'argent par une meilleure organisation, par la recherche de petits trucs techniques. C'est ainsi que les haverims ont mis au point un appareil très simple qui leur permet de nettoyer un four en moins d'une heure au lieu de deux; lorsqu'on sait que le nettoyage doit être journalier, on voit l'avantage de la trouvaille. Des alliages d'aluminium sont mis au point: il faut penser à de nouvelles productions et les lancer, devancer ainsi les concurrents et remettre encore au point d'autres nouveautés dans l'avenir pour éviter d'être rattrapé.

Le kibboutz n'est pas seul et, avec ceux de son mouvement, recherche des marchés, des accords, des canaux commerciaux plus intéressants.

Kibboutz et spécialisation

Dans une communauté comme le kibboutz, on peut particulièrement se rendre compte des dangers de la spécialisation, car elle tend, entre autres, à rendre moins féconde, moins vivante la créativité de l'individu et à développer un manque de compréhension entre les gens. Dans une autre dimension, le fait que certaines activités soient inévitablement mieux considérées que d'autres ne peut qu'amener des tensions. C'est pourquoi, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et le travail non productif, on s'efforce d'assurer une rotation des tâches: un haver va travailler quelques années à l'usine, mais pourra retourner aux champs.

A l'usine même, un haver changera de travail de temps en temps. Ceci peut paraître une erreur en économie: on perd du temps à de nouveaux apprentissages, l'adaptation n'est pas toujours facile, le rendement est plus faible au début d'une nouvelle activité, mais l'expérience montre que pour beaucoup le fait de changer de travail favorise la coopération des uns avec les autres, on se sent aussi plus libre et plus en harmonie avec son activité. Finalement, le rende-

ment ne s'en ressent pas et « l'atmosphère » est meilleure.

Pourtant, certains ne tiennent pas à changer d'activité, se replient un peu dessus, beaucoup n'ont pas la compétence de faire ceci ou cela. Pour les travaux demandant beaucoup de formation technique spécialisée, le changement est difficile à cause de la longueur et de la difficulté de l'apprentissage, mais on ne renonce pas quand même.

Le travail salarié

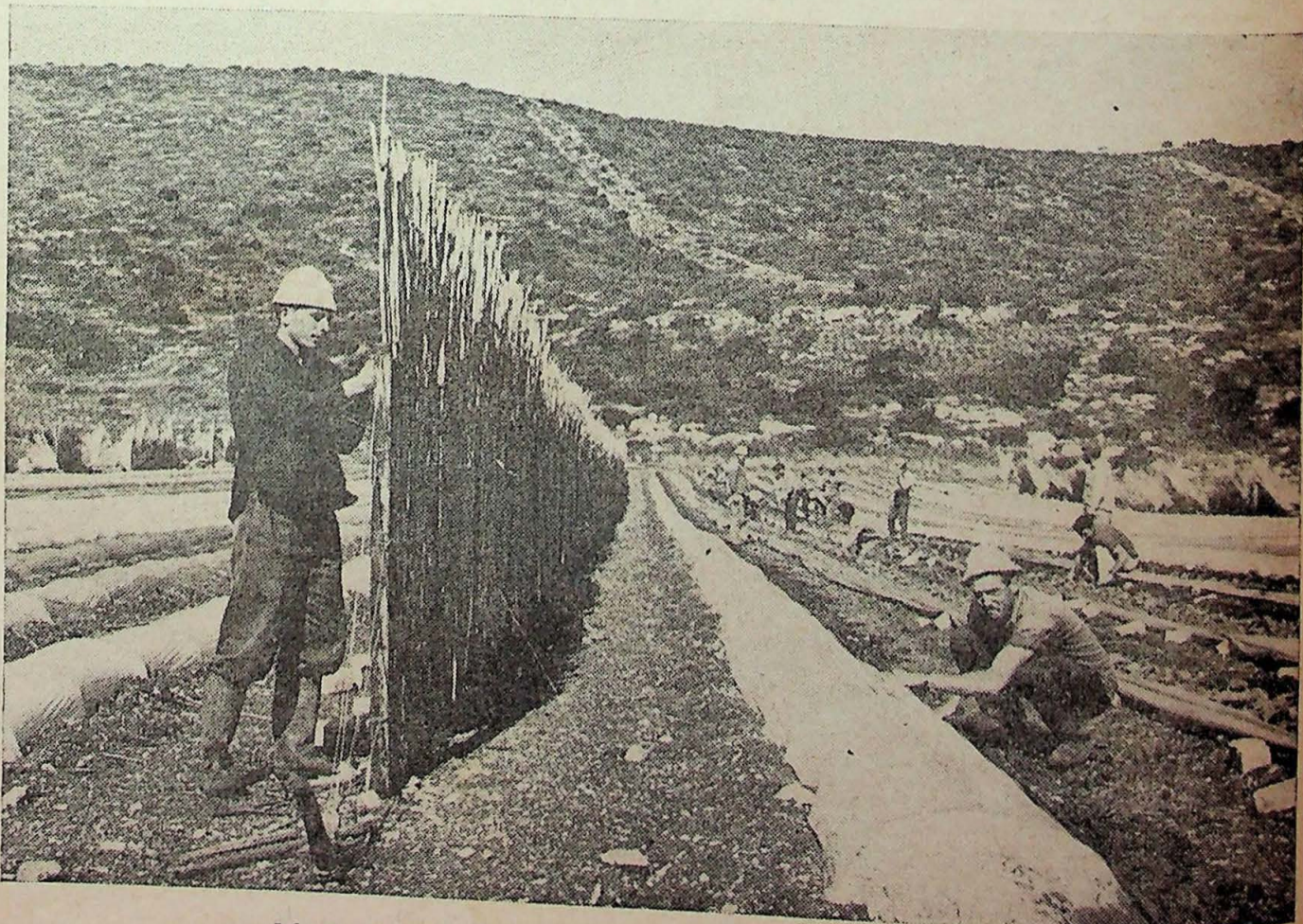
Le kibboutz cherche à ne tirer ses revenus que du travail des haverims; il est pourtant difficile en agriculture, par exemple, de ne pas faire appel à des travailleurs saisonniers. Le problème du salariat se pose aussi dans l'industrie. Sauf exceptions, Hazor réussit à éviter l'appel à des travailleurs extérieurs, mais c'est loin d'être le cas partout ailleurs. Voici un cas particulier: après le départ au service militaire d'un tourneur qualifié, le kibboutz Hazor a embauché un jeune tourneur immigré assez récemment en Israël.

IV. — Logement - Confort

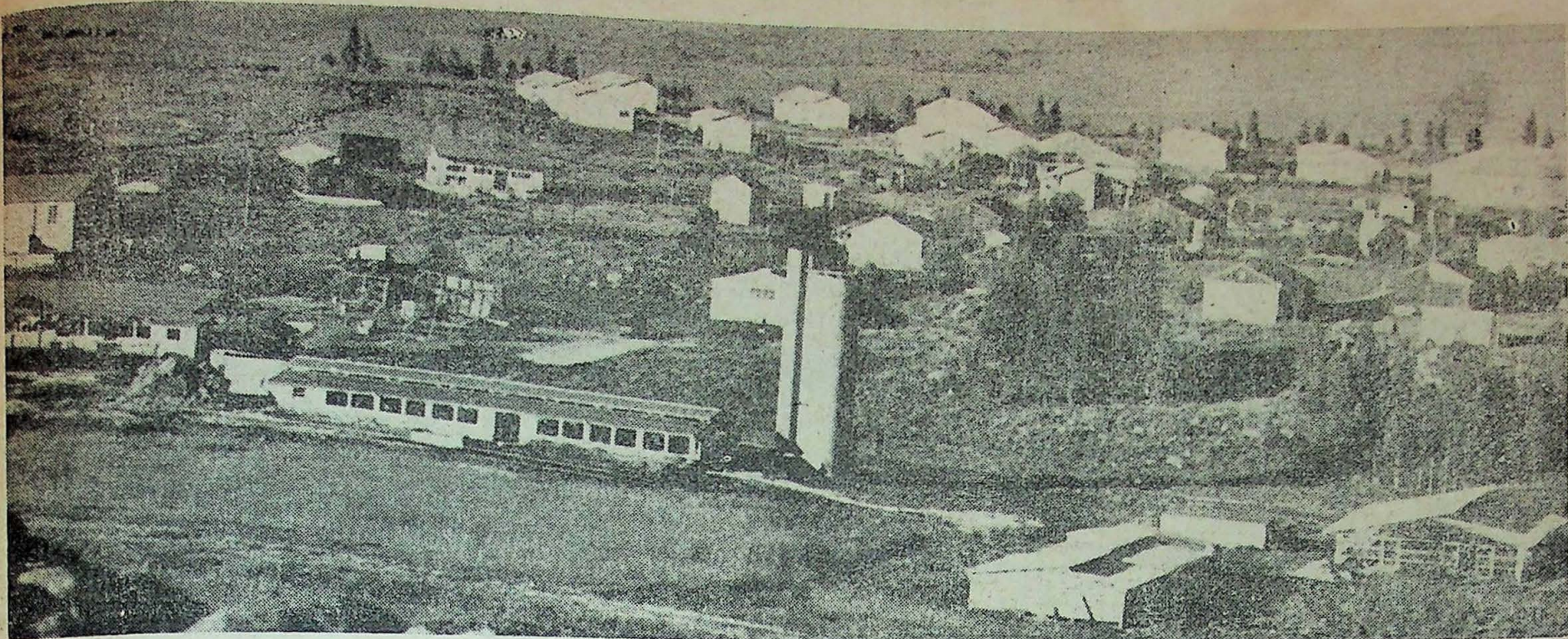
J'étais arrivé à Hazor par le mauvais côté, au milieu de quelques baraquements dont l'un abritait le secrétariat et d'autres divers petits ateliers et une laverie. Mais rapidement on tombait sur une grande construction sans étage, très moderne du point de vue technique et d'allure. Cette construction centrale abrite les cuisines, le réfectoire, une grande salle de lecture et de détente. Les cuisines, bien équipées, n'occupent qu'assez peu de personnes. Tout le monde, sauf les enfants, se retrouve au moins trois fois par jour au réfectoire, la nourriture est abondante et complète. Aux repas, on se retrouve un peu au hasard, tout le monde se connaît.

Le soir, ceux qui le veulent peuvent rester, après le repas, dans l'autre salle, soit pour une partie de dominos ou d'échecs, soit pour lire un peu quelques revues reçues par le kibboutz, ou encore pour discuter un peu, bien assis autour d'une table fleurie. La salle de détente a un peu ses habitués, mais certains n'y vont sûrement à peu près jamais. Pas mal de jeunes s'y retrouvent, on y profite, vers les 9 à 10 heures, d'une tasse de thé et de gâteaux secs.

Le bâtiment central est entouré de grandes pelouses, de parterres de fleurs, de beaucoup de couleurs. Les arbres sont nombreux, beaucoup de pins et des espèces inconnues. Les petites allées sont bordées de bancs.



Ici, on a fertilisé le désert pour faire pousser du coton et du blé.



Hazor est l'un des deux cents kibboutz d'Israël. Cinq cents personnes y vivent et y travaillent.

Le kibboutz est un grand jardin public parsemé de maisons.

Le kibboutz n'existe pas depuis vingt ans, mais presque tous logent dans du dur. Les baraquements abritent les jeunes, mais ils sont bien tenus. Vers les 22-23 ans, célibataires et jeunes mariés changent de lieu ; un bâtiment de quatre pièces, servant à la fois de chambres, de salles de séjour et de réception, recevra, par exemple, trois couples et un ou une célibataire ; le bâtiment est équipé de deux salles d'eau avec toilettes. Un haver marié, membre du kibboutz depuis huit à dix ans, dispose, par exemple, d'une chambre, salle de séjour avec une petite cuisine indépendante, et d'une salle d'eau. Des membres plus anciens encore sont logés dans de petites maisons, possédant une salle de séjour au rez-de-chaussée et une chambre au premier étage. Cela paraît un peu étroit mais, sauf pendant quelques heures de la journée, la famille n'est pas au complet, les enfants ont leurs maisons. On construit encore beaucoup.

V. — Famille - Education

Comment vit-on en famille au kibboutz ? Les parents travaillent tôt le matin, se retrouvent ou non vers midi au réfectoire, la « journée » est alors terminée ou peut durer jusqu'à 16 heures, par exemple. C'est alors que les enfants vont arriver et les parents seront à eux jusqu'à 19 heures. Pendant trois heures, les parents n'ont rien d'autre à faire qu'à s'occuper des gosses, ceux-ci le savent et en profitent. Ça commence d'abord par un bon goûter pris en famille à l'intérieur ou dehors, ça continue par des lectures, par des jeux avec les parents ou les gosses d'à côté, quelquefois il y aura une balade avec papa ou maman à travers le kibboutz.

Les parents sont déchargés de leurs soucis matériels, ils peuvent parfaire l'éducation de leurs enfants. Pas de ces scènes comme dans tant de familles chez nous où la mère envoie vivement promener le gosse qui lui demande quelque chose, que ce soit important ou non, parce qu'elle est exténuée, parce qu'elle a d'autres choses à faire. Ici les enfants peuvent parler librement avec leurs parents, il est possible d'aborder des sujets sérieux. Pourtant, quelquefois, les parents manquent de patience et tel gosse fait sa petite comédie, est en révolte ou va bouder dans un coin ; ils ne sont pas toujours très sages, eux non plus, mais on a du temps devant soi pour arranger les choses. Je n'ai jamais entendu de grandes scènes de ménage ni senti dans les quelques familles que j'ai fréquentées l'existence de tensions vives.

Au kibboutz Hazor, la scolarité est obligatoire et effective jusqu'à dix-huit ans. Dès l'âge zéro, l'enfant est confié à la communauté. Les enfants sont répartis en classes d'âge, chacune est mixte et possède sa maison. L'école est à la maison, là où l'on organise aussi des jeux librement ensemble ou par petits groupes, là où l'on mange et dort. Vers 19 heures, les parents accompagnent leurs enfants dans leurs maisons respectives. Un groupe de mères de famille et de jeunes filles du kibboutz s'occupe de chaque maison d'enfants pour les repas, la toilette, etc. De temps en temps, c'est la mère de tel petit garçon qui s'occupe de son repas du soir et de celui de ses camarades, et une autre semaine ce sera celle d'un copain.

Les enfants reçoivent dans leurs maisons une éducation complète, ils sont formés à tous points de vue. Les classes sont correctement équipées, décorées, sur les murs on rencontre le dessin artistique et la photographie d'une cellule au microscope électronique. Les éducateurs sont des haverims, trois d'entre eux sont compétents pour l'éducation des enfants retardés, en apparence c'est un luxe.

D'ailleurs, on essaye au maximum de conserver l'égalité entre les enfants. Ce n'est que lorsqu'on ne peut plus faire autrement que l'on sépare une classe en deux niveaux, on ne peut pas abolir toutes les diminutions dues aux chromosomes.

Ceux qui enseignent au lycée disposent pour les sciences, par exemple, de beaucoup de matériel et cela pour des classes très réduites. Quelques enfants de l'extérieur viennent au lycée du kibboutz, le nombre total d'élèves y est d'environ quatre-vingt-dix. Les lycéens des grandes classes logent en chambres à deux ou trois, puis en chambres individuelles. Le professeur de maths du lycée suit de près les nouvelles méthodes pédagogiques et les expérimente. Les éducateurs cherchent à donner à tous un développement harmonieux de la personnalité ; le côté études techniques est peut-être un peu à l'honneur, mais ce qui est sûr c'est que l'on cherche à éviter toute opposition ou décalage entre l'activité intellectuelle et l'activité manuelle. Le gars de dix-sept ans doué en maths travaille deux heures et demie par jour pour le kibboutz et s'occupe de la ferme du lycée, car les lycéens ont une ferme où ils font un peu de culture, de petit élevage et apprennent à travailler, à diriger quelque chose en groupe.

Une grande place est laissée à l'initiative, individuelle ou collective, de recherches et de travail. Ainsi, les jeunes d'une dizaine d'années ont voulu s'intéresser à la vie des Indiens d'Amérique du Nord, ils ont étudié la question ensemble, on les a aidés, bien sûr, et pour concrétiser cela ils ont construit un petit village indien et y ont vécu un peu.

Bien vite, tout cela apparaît trop beau, trop facile, nous en reparlerons plus tard.

VI. — Vie culturelle

En dehors du travail, des enfants, des visites que l'on se fait les uns les autres, on aime beaucoup se détendre et aussi se cultiver, comme on dit. La grande salle de détente et le réfectoire se transforment certains soirs, une fois par semaine à peu près, en une salle de cinéma de cinq cents places qui accueille la quasi-totalité de la population du kibboutz en âge d'être intéressée. Les quatre films que j'ai pu voir durant mon séjour sont dignes des meilleures salles d'art et d'essais de Paris. Il est possible aussi de faire du théâtre dans cette grande salle. De temps en temps, un fort bataillon de haverims va aussi descendre à Tel-Aviv voir une pièce jugée digne d'intérêt. Dans le minuscule kibboutz Gevulot, où je suis allé en visite pour deux jours, se tenait une petite exposition de peinture ; elle avait été suivie d'une discussion très longue et passionnée entre presque tous les membres du kibboutz.

Le public du kibboutz est étonnant. Tous viennent-ils au cinéma parce que c'est ça ou rien, ou bien il y a-t-il assez d'ouverture d'esprit chez tous, pour que tous, jeunes et vieux, puissent s'intéresser ensemble à des sujets fort divers.

Un mariage, une naissance, etc., sont l'occasion d'une rencontre et d'une petite fête en plein air, avec quelques chansons, quelques jus de fruits et beaucoup de paroles.

VII. — Le sport

On aime aussi se détendre le corps, non seulement les jeunes, mais aussi des haverims vont profiter de la piscine de 25 mètres après le travail, ne serait-ce que pour se rafraîchir. Le soir, juste avant ou un peu après la tombée de la nuit, on peut jouer au volley ou au basket, il fait bon, on en profite. Les jeunes aiment l'effort et la compétition dans un esprit très pacifique, mais beaucoup d'adultes font du sport ne serait-ce que pour se conserver ou changer d'air.

VIII. — Relations avec l'extérieur

Au kibboutz, c'est un peu la vie au village, simple mais moderne, comme cela a l'air tranquille. Pourtant le kibboutz est combatif, il a une ligne politique, il critique la société extérieure, il est prophète. Un certain nombre de membres du kibboutz travaillent dans le cadre du M.A.P.A.M. comme permanents journaliers. Il y a, bien sûr, des relations plus banales avec l'extérieur, la camionnette du kibboutz emporte chaque matin quelques personnes qui vont faire des achats dans les villes voisines. Les jeunes aiment mettre le nez dehors. Un samedi soir, je suis revenu avec une quinzaine d'entre eux depuis le port d'Achdod où tous avaient passé la journée ; ils vont aux grands rassemblements des mouvements de jeunesse du M.A.P.A.M. Il y a deux ans, un groupe d'entre eux, après avoir loué une dizaine de jeeps, est parti faire une grande randonnée à travers le Néguev, dans tous les sens.

De façon générale, les gens sortent assez peu ; pendant les vacances, il n'est pas aisé de partir quand on n'a pas de voiture, s'il n'y a pas d'amis ou de famille pour vous recevoir. De toute façon, à moins d'avoir des revenus élevés, un Israélien ne peut passer ses vacances à l'étranger.

Le mouvement en sens inverse existe aussi, des membres du kibboutz reçoivent de la famille pour un week-end ou bien pour quelques semaines de vacances : des gens de Tel-Aviv ou de Jérusalem qui vont retrouver l'air de la campagne.

IX. — Démocratie - Participation

Le kibboutz est une communauté ou, en principe, tout doit être décidé par tous et mis en exécution par tous. Etant donné l'importance et la complexité du kibboutz, on réunit des assemblées générales des haverims qui prennent les décisions générales, aux responsables de les appliquer dans leur esprit avec toute la précision et l'efficacité nécessaires. Les responsables du kibboutz effectuent des études de projets soumis en assemblée générale, etc. Rien jusque-là d'original : une assemblée générale souveraine et un exécutif comprenant des responsables de secteurs d'activité, un trésorier, un secrétaire intérieur chargé de la coordination générale de la vie du kibboutz, etc. Ce qui devient intéressant, c'est que l'on recherche au maximum à éviter une coupure entre les responsables et les autres par un changement assez rapide des titulaires des différents postes de responsabilités : on ne reste pas, en général, plus de trois ou quatre ans dans un poste donné, ensuite on change de poste ou on retourne à la base, de toute façon un membre du kibboutz finit toujours par retourner à la base avant l'âge de la retraite, si l'on peut dire. Tous ceux qui sont capables de prendre telle ou telle responsabilité sont appelés, un jour ou l'autre, à les prendre.

Mais à Hazor, comme ailleurs, tous ne sont pas capables de prendre de grandes responsabilités et avec la complexité croissante des problèmes du kibboutz dans le cadre d'une société moderne on a de plus en plus de mal à assurer une rotation rapide, compte tenu du nombre encore restreint de personnes assez largement qualifiées auxquelles on peut s'adresser.

Est-ce que devant cette situation, un haver moyen donne toujours le meilleur de lui-même par sa participation aux assemblées générales et aux commissions ? Ce serait trop beau. Certes, à Hazor, une assemblée générale rassemble au moins la moitié du kibboutz, ce qui représente environ cent cinquante participants. Au kibboutz Gevulot, beaucoup plus petit, l'assemblée générale regroupe une cinquantaine de participants, la quasi-totalité des membres. Mais à Hazor, ce sont souvent les mêmes, hommes ou femmes, qui parlent ; certains se désintéressent des assemblées générales et n'y vont pas, c'est devenu trop compliqué, et aussi l'assemblée ne devient-elle pas quelquefois inutile, peut-on encore y discuter valablement de problèmes très complexes, on y va et on décide sans trop bien saisir pourquoi, sur le dire de quelques-uns.

Il n'en reste pas moins que si une certaine sélection s'opère inévitablement, le degré de participation réelle pour un groupe de deux cents membres est très élevé, ce qui est dû à un état d'esprit égalitaire, à l'absence d'une hiérarchie, au niveau culturel général de la population du kibboutz, à une volonté de démocratie complète.

X. — Comment voient-ils l'avenir ?

Certains se trouvent bien au kibboutz où l'on s'occupe de tout, où l'on peut ne prendre aucune initiative importante. La plupart y demeurent par idéologie, par attachement à un genre d'existence, non sans se poser des questions sur l'avenir du kibboutz en Israël.

La société extérieure exerce une pression culturelle très forte et constitue un puissant pôle d'attraction pour quiconque veut, avec un peu d'initiative, bien gagner sa vie, avoir de l'influence, ou simplement profiter d'une existence aux amusements faciles, d'une existence bien à soi, même si l'on n'y trouve rien d'élevé.

Les jeunes, dans l'ensemble, paraissent décidés à demeurer au kibboutz, ils en parlent beaucoup, discutent de certains manques d'adaptation à l'entourage extérieur qu'ils ressentent particulièrement. On aimerait pouvoir sortir plus souvent, vivre un peu au dehors de la coquille qu'est le kibboutz tout en y demeurant très attaché. Beaucoup de nouvelles professions à caractère spécialisé ou demandant un haut niveau intellectuel ne peuvent s'exercer dans un kibboutz et pourtant elles attirent légitimement. Cet aspect professionnel est plus sensible chez les filles qui, en dehors du travail ménager ou agricole, n'ont pas assez de possibilités d'exercer des fonctions dont elles sont très capables.

On ira sûrement vers plus d'ouverture à l'extérieur et plus d'expression possible de chacun dans ses activités, quitte à ce que celles-ci s'exercent dans le cadre d'un regroupement de kibboutz, ou en partie hors du kibboutz.

Nous retrouverons tous ces problèmes immédiats et d'avenir des kibboutz ainsi que des recherches et actions pour les résoudre au cours d'un prochain article.

Jean-Claude Leclerc.

SEINE-MARITIME

1.250 ouvriers des F.C.M. manifestent au Havre

Le textile n'est plus le secteur le plus touché ; après la fermeture de plusieurs usines (la dernière le 31 janvier dernier), la mise en chômage des plus âgés et, les commandes d'Etat aidant, la situation se serait « assainie », selon le langage capitaliste qui ne tient compte ni des jeunes sans embauche, ni des familles dispersées. Ce n'est qu'une pause, pause dont ne jouissent pas les métallurgistes des chantiers navals. Depuis quelques jours, 1.250 ouvriers des Forges et Chantiers de la Méditerranée, au Havre, sont menacés de chômage parce que l'entreprise a déposé son bilan. Encore qu'ils soient décidés à fermer les chantiers de La Seyne, les F.C.M. ne manquent pas de commandes dans l'immédiat... C'est la trésorerie qui ne suit pas, avec un « trou » de plusieurs milliards. La riposte des travailleurs a été immédiate : grève dès que la nouvelle fut connue. Une visite du préfet Chaussade, de pure forme, ne change rien à l'affaire : l'Etat souhaite la concentration des chantiers, et que ceux-ci soient absorbés par un groupe plus puissant sert ses desseins... La nature de cette nouvelle crise appelle cependant des questions : s'agit-il d'une crise réelle ou d'une astuce financière pour opérer la concentration à moindres frais ? Les travailleurs conserveront-ils leur emploi ou les F.C.M. fermeront-ils définitivement ? A ces deux interrogations, le préfet n'a rien pu répondre de précis, le tout est de calmer l'opinion publique pour qu'en suite les financiers puissent agir à leur guise ou que l'on pratique la technique des licenciements par « petits paquets ».

La direction cherche-t-elle vraiment les commandes ?

Le capitalisme ne s'émeut pas de ses contradictions : ici, ce sont les finances qui ne suivent pas, là — et plus particulièrement au Trait — ce sont les commandes qui sont insuffisantes. Certes, on a fait beaucoup de bruit autour de la commande d'un minéralier de 16.800 tonnes. L'histoire de cette commande inattendue est simple : l'Union Navale a demandé au Secrétaire d'Etat aux Transports, Bettencourt, l'autorisation de faire construire trois navires au Japon ; celui-ci l'a accordée pour deux d'entre eux sous condition que le 3^e soit construit au Trait... qui jouxte sa circonscription et dont le député est le gendarme U.N.R. Chérasse... Le plan de charge des A.C.S.M. est néanmoins très insuffisant, et l'avenir à court terme n'est pas entièrement assuré. On commence d'ailleurs à se demander dans les milieux syndicaux si la Direction générale recherche réellement et accepte les commandes... Pourquoi ces périodes d'optimisme succédant à la crainte, pourquoi ces commandes de sous-marins (pour l'Afrique du Sud et le Pakistan) qui apparaissent et disparaissent comme le monstre du Loch-Ness ? Ne voudrait-on pas cal-

mer les esprits pour que les constructions en cours s'achèvent au mieux, avant de procéder à des licenciements massifs ? Les salariés des chantiers du Trait ont conscience du danger et, lors du dernier comité d'entreprise, les représentants syndicaux unanimes, des « horaires » aux ingénieurs, en passant par les « administratifs » et les « techniciens », ont présenté un front uni et adopté une motion critiquant la marche de l'entreprise et remettant en cause la dictature des pouvoirs financiers. Du fait de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et de la réunion inter-chantiers que la C.F.D.T. organise en février à Saint-Nazaire, on peut s'attendre à une solidarité accrue entre les salariés des entreprises de constructions navales.

La crise du « Ville de Lyon »

C'est leur survie que Port-de-Bouc, La Seyne et Le Trait jouent dans les mois qui viennent, les responsables syndicaux en sont persuadés.

Prolongeant le malaise qui règne en Seine-Maritime, la crise du « Ville de Lyon » se poursuit. Depuis des mois, un conflit larvé opposait armateurs et marins, marqué par des retards d'embarquement sur des charcutiers, par la grève des « garçons » du France. Avec les marins et les officiers du « Ville de Lyon », la lutte prend de nouvelles dimensions. Ce navire, sorti le mois dernier des chantiers traitons, est très moderne, son automatiser est poussée, ce qui réduit d'une façon notable l'équipage, bouleverse la vie à bord, impose les « trois huit » et supprime les heures supplémentaires. Qu'il renverse les traditions les mieux établies passerait si les marins avaient des salaires décentes, si la qualification demandée n'était pas plus importante que sur une autre unité, si le personnel était suffisant et si la compagnie d'armement ne faisait supporter aux seuls salariés les conséquences de l'automatisation, se réservant pour elle seule les bénéfices supplémentaires réalisés (de l'ordre de plusieurs dizaines de millions annuels pour ce seul bateau). Non seulement la Nochap refuse de discuter, mais encore elle prétend imposer des conditions plus dures que sur les autres navires du même type et, pour toute réponse, elle a désarmé le bâtiment.

C'est pour un accord national des navires automatisés (celui-ci est le 6^e) que marins et officiers luttent. Les équipages de la Nochap ont conscience de l'enjeu, qui ont respecté le retard d'appareillage de 24 h. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le président de la Nouvelle Compagnie Havraise Péninsulaire est aussi le président du Comité central des Armateurs de France !

Ici, comme dans la métallurgie, l'épreuve est engagée entre les salariés et le patronat, et c'est la notion de profit capitaliste qui se trouve mise en cause.

C. M.



Photo Agip.

La manifestation au Havre : du soudeur à l'ingénieur, du matelot à l'officier de port.

LICENCIEMENTS

De la Méditerranée à la Lorraine

Le général de Gaulle, dans sa vision historico-futuriste de notre continent, souhaite voir une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Nous nous contenterons aujourd'hui de regarder de la côte varoise à la Moselle.

A La Seyne comme à Port-de-Bouc, le Var est agité par les menaces de chômage et les licenciements qui plaquent sur plusieurs centaines de travailleurs. Les commandes allaient s'amenuisant depuis des années et ce n'est pas le rachat par le milliardaire grec Onassis d'un grand pourcentage des parts des sociétés d'exploitation des chantiers navals qui modifiera une situation difficile. Mardi, toute la population de La Seyne, solidaire des ouvriers de la construction navale a accompagné le cortège de ceux-ci, députés du département en tête (y compris l'U.N.R. locale, une fois n'est pas coutume).

L'union indispensable

Deux mille travailleurs ont été payés samedi pour des semaines de quarante heures, avec diminution de salaire proportionnelle, faisant ainsi les frais des difficultés que connaît la construction navale dans ce département. L'union réalisée dans le long cortège qui a gagné Toulon (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C.) montre aux pouvoirs publics la volonté des ouvriers et cadres de voir cette situation dégradée prise en considération au lieu qu'elle soit laissée au bon vouloir des patrons milliardaires des chantiers. Au Havre, leurs camarades des Constructions Navales de Marseille, en défilant dans Rouen, ont montré leur solidarité étroite dans la lutte.

Mardi 8 est aussi une journée d'action unie des travailleurs des bassins métallurgiques de la région de Briey. Les problèmes n'y sont pas nouveaux. Dans les dernières semaines de 1963, les mineurs avaient engagé la bataille. Le patronat aujourd'hui refuse la modernisation d'un des bassins les plus riches de France mais dont l'exploitation actuelle n'est

plus adaptée au rythme de production actuel. Les ouvriers se battent également pour lutter contre la concurrence étrangère, que ce soit le minéral ouest-allemand ou le minéral mauritanien de la Mokta qui commence, vu son faible prix de revient, en dépit du voyage, à devenir prédominant dans certains pays du Marché commun dont la Belgique et l'Allemagne de l'Ouest.

L'année Debré

Année sociale, nous a promis le gouvernement actuel à l'époque de son installation en janvier. Du Creusot (où Schneider prévoit 1.000 licenciements cette année) à La Seyne, en passant par Briey et Rouen, le mécontentement est général. Partout les travailleurs luttent contre les licenciements, pour le reclassement de l'emploi, pour la diminution du temps de travail sans diminution de salaire. Dans le cas d'une mono-industrie comme c'est le cas dans le bassin lorrain, le problème est grave. Une fois de plus il semble que rue de Rivoli son importance ne soit pas prise en considération. Certes, un certain reclassement a eu lieu ces derniers mois dans cette région, mais il éloigne brusquement les ouvriers à des dizaines de kilomètres dans la région d'Hayange ou d'Hagondage, conséquence désastreuse d'une mono-industrie dépassée par le développement du Marché Commun. A Mon-Bonvillers, les horaires ont été ramenés à 36 heures par semaine sans préavis.

Il est vrai que si M. Debré et ses conseillers veulent connaître la situation en France par le truchement des ondes nationales, ils doivent avoir beaucoup de mal, l'ensemble des journalistes de l'O.R.T.F. étant en grève depuis lundi pour une durée illimitée : leurs salaires n'ont que 14,85 p. cent de retard sur ceux de leurs confrères de la presse écrite, le gouvernement ne propose sur ce chiffre que 5 p. cent de rattrapage.

Paul Sauzet

ACTUALITÉS

Un fait divers suisse

« 92 pour 100 des clientes d'un médecin genevois pratiquant des avortements clandestins venaient de France ».

LE MONDE du 28 janvier 1966.

La Suisse est sans doute un lieu touristique réputé : Ses montagnes, son chocolat, ses montres font de ce pays une escale agréable. Mais lorsqu'on sait d'une femme qu'elle a « dû » partir seule en Suisse, tout le monde comprend le sous-entendu et s'imaginer sans peine que les sujets suisses et en particulier, les méde-

cins, ne goûtent que modérément la réputation équivoque de leur pays.

Au procès de Genève, la législation française a été mise en accusation : Pourquoi ces Françaises avaient-elles fait le voyage ? Parce qu'elles n'avaient pas pu ou pas su trouver, en France quelques mois auparavant, les conseils et les moyens de prévenir une grossesse qu'elles ne souhaitaient pas. A celles-là, qui avaient pu s'offrir le voyage, le docteur de Siebenthal offrait une solution radicale mais combien éprouvante pour leur santé morale et encore étaient-elles

favorisées par rapport à toutes celles qui en France ont recours aux « faiseuses d'anges » qui ne leur offrent aucune sécurité mais qui, par contre, savent faire payer leurs services de façon prohibitive. Combien de millions, chaque année, circulent-ils ainsi sans que le fisc intervienne ?

« La législation française interdisant toute méthode contraceptive et rendant l'avortement criminel en dehors de cas rarissimes, nous paraît insoutenable aussi bien au point de vue moral et démographique qu'au point de vue médical », déclarait, il y a quelques années, le docteur Duchêne, médecin chef du service d'hygiène mentale de la Seine.

« C'est aux applaudissements ininterrompus de la foule que le docteur Roger de Siebenthal est sorti libre de la Cour d'assises de Genève. »

LE MONDE des 29-30 janvier 1966.

Qui était applaudi ? Le médecin qui avait pratiqué 1.800 avortements ? Je ne crois pas, plutôt l'homme qui remettait en question la politique genevoise d'interruption légale de la grossesse et, surtout, qui dénonçait l'absurdité de la législation française. Un témoin n'avait-il pas rappelé à la barre qu'en France deux millions et demi d'avortements sont pratiqués sur lesquels on déplore cinq mille décès ?

En France, un procès de ce genre est impossible. Le huis clos aussitôt décidé permet d'étouffer le scandale ainsi que toutes les manifestations d'indignation qui ne manqueraient pas de se faire entendre. Que voilà une pudeur hypocrite qui évite de voir les vérités en face !

Nous exportons nos scandales et nos insuffisances à l'étranger, mais la France en retire un bien maigre profit.

Geneviève SERVET

CUBA

Fidel Castro et les Chinois

Le 2 janvier 1965, j'assistais au discours prononcé par Castro pour le sixième anniversaire de l'indépendance cubaine. A la droite, premier rang, l'ambassadeur de Chine et plusieurs membres civils et militaires de Pékin. A la gauche, premier rang, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et le cosmonaute Komarov invité d'honneur. Fidel Castro, se tournant alors vers les uns et vers les autres, s'exclama : « Nous construirons notre socialisme à Cuba en restant indépendants de tous ceux qui dans le monde vivent déjà une expérience du socialisme marxiste. »

Chinois et Soviétiques restèrent silencieux. Ils étaient habitués aux propos de Castro. Plus qu'à ceux-ci, ils attachaient de l'importance à la situation stratégique de Cuba, « premier territoire libre d'Amérique du Sud ». Les Soviétiques sachant bien que la vie économique de Cuba dépendait de leur aide et les Chinois pensant qu'ici comme ailleurs le temps devait être leur meilleur allié.

Et nous avons déjà constaté ce fait : à savoir que les Soviétiques étaient préoccupés effectivement par l'aide financière et technique aux Cubains et que les Chinois s'intéressaient bien plus aux nombreux contacts avec les révolutionnaires du monde entier pour qui Cuba est devenu une véritable « école de cadres ».

Les centres d'intérêts ainsi établis, quelles en étaient les conséquences ?

Sur le plan économique, l'U.R.S.S. achète 6 cents la livre le sucre qui au cours mondial en vaut 2,5. Jusqu'en 1970... mais cette date est sujette à modification...

Aux Cubains de préparer d'ici là la commercialisation d'une production accrue, afin de ne pas se trouver dans la condition catastrophique d'un pays incapable de trouver les devises nécessaires à son équilibre économique. Ajoutons que la dette de Cuba envers les U.S.A. dépasse, en 1965, 600 millions de dollars... et que rien ne dit que la raison politique gommara cette ardoise économique.

Sur le plan politique, les Chinois, présents par de multiples délégations, silencieuses et timides, distribuent leurs publications : livres, brochures, films, expositions... Elles sont vendues dans tous les kiosques, lues dans toutes les universités et à l'armée. Elles sont belles, artistiquement présentées, et montrent la Chine sous un visage idyllique. Parallèlement, les militaires cubains, entraînés selon les principes de la guerre révolutionnaire, sont intéressés par les principes défendus par Mao Tsé-toung. Ceux-ci sont plus près de l'organisation militaire cubaine que de celle des Soviétiques. Plus près également du temps des « maquis ».

L'existence de l'armée cubaine ne s'explique que par la peur de la provocation permanente des Américains. Or ceux-ci ne s'en privent guère. De

la base de Guantanamo, les porte-avions, les avions, les vedettes violent chaque heure du jour le territoire cubain, le survolant, longeant ses côtes, rasant les navires qui entrent dans les ports, narguant les barques de pêche... Et l'armée cubaine doit résister à la tentation, garder le doigt sur la détente, veiller à ce que nul ne débarque, mais éviter tout conflit avec les U.S.A.

Comprenons donc que pour l'armée cubaine, plus encore que pour le peuple, les U.S.A. sont vraiment l'ennemi, celui qui pourrait tout remettre en cause... et que, par conséquent, toutes les attaques chinoises contre l'impérialisme américain trouvent quelque écho.

Voilà pourquoi Castro a parlé de « tentatives d'influencer les forces armées cubaines ».

Cette attaque, rappelons-le, suit celle d'il y a un mois où Castro relevait l'acte inamical de Pékin refusant de livrer la quantité de riz promise par des accords commerciaux précédents.

Mais ces deux raisons sont-elles les « vraies raisons » ? A notre avis, oui et non. Mais, dans le complexe cubain, je traduirais autrement :

1) Cuba a besoin du renouvellement d'accords commerciaux exceptionnels avec l'U.R.S.S. qui tiennent compte des faits que je citais plus haut. L'attitude des Chinois impose à Castro le choix unilatéral de cet appui. Il recherche donc les meilleures conditions politiques pour obtenir les meilleurs accords économiques. Et M. Patolitchev, ministre soviétique du Commerce extérieur, présent à La Havane, ne peut être ignorant de cette « position ».

2) Cuba est plus « nationaliste » que « communiste ». Comme elle, toute l'Amérique latine est aussi plus « nationaliste ». Castro, à l'issue de la conférence des Trois Continents, a donc voulu rappeler que « le socialisme cubain » ne tolérerait pas les leçons et les ingérences des autres pays, qu'il s'agisse de « marxisme-léninisme » ou de « conditions de lutte contre l'impérialisme ».

Agissant ainsi, Castro sait bien qu'il parle le langage des révolutionnaires d'Amérique latine et qu'il peut ainsi attirer leur attention sur les conseils intéressés des « professionnels de la révolution », trotskystes ou autres qui s'infiltrent actuellement en Colombie, au Guatemala... avec la bénédiction de Pékin.

Ainsi donc Castro, face à un problème intérieur, tient-il un langage ouvert vers l'extérieur.

Que cela nous rappelle que l'expérience de Cuba demeure toujours la condition nécessaire à la prise de conscience révolutionnaire du continent latino-américain, et que l'influence de Castro demeure liée à son « poids » international.

Harris Puisais.

pays. La classe ouvrière de la Catalogne rattrape peu à peu son retard dans ce domaine, et Madrid, à son tour, apparaît comme l'un des principaux foyers de l'agitation ouvrière.

Certes, les principales revendications continuent d'avoir un caractère essentiellement économique et portent surtout sur les salaires. Mais dans la plupart des mouvements ouvriers se font jour également d'autres revendications, telles que le droit de grève et la liberté syndicale. Et, dans plusieurs conflits récents, la question du retour à la journée de huit heures a été clairement posée.

Le capitalisme espagnol s'est développé au cours des quinze dernières années grâce à une exploitation renforcée des travailleurs, auxquels on a imposé des journées épuisantes de douze, quatorze et quinze heures avec des salaires équivalant à la moitié du pouvoir d'achat des ouvriers des autres pays d'Europe occidentale. L'expansion actuelle de l'industrie s'appuie toujours sur ces méthodes d'exploitation, aggravées encore par l'introduction de normes de travail, chaque fois plus dures.

Au cours de la première semaine de décembre, environ 100.000 travailleurs des industries métallurgiques madrilènes ont refusé les heures supplémentaires (parmi eux beaucoup font douze à quinze heures par jour) et ont réclamé la journée de huit heures sans diminution de salaire. Bien qu'ils n'aient pas eu gain de cause les travailleurs de Madrid ont ouvert peut-être ainsi une nouvelle phase des luttes revendicatives en Espagne. Au moment où la campagne de la bourgeoisie autour du prétendu « miracle espagnol » s'amplifie, alors que les grandes entreprises réalisent leurs plus grands profits, la lutte pour la journée de huit heures avec un salaire couvrant les besoins essentiels des travailleurs prend une importance considérable. L'exemple des métallurgistes madrilènes a déjà eu des répercussions sur d'autres industries et dans d'autres régions. Il est donc fort possible que la lutte pour la journée de huit heures — que, il est triste de le rappeler, le prolétariat espagnol avait déjà conquise aux temps reculés de la monarchie — devienne l'une des principales revendications des travailleurs.

En ce qui concerne le droit de grève, la situation a sensiblement évolué. Dans les conditions présentes, le gouvernement franquiste n'est plus en mesure d'appliquer la législation brutale, de type fasciste, adoptée après la victoire de Franco. C'est ainsi qu'en 1965 les grèves n'ont provoqué que peu d'arrestations et de procès ; la répression a essentiellement consisté à prendre des mesures de licenciement contre les « meneurs » et à supprimer certains avantages liés à l'ancienneté (primes, etc.). Les tra-

vailleurs ont pratiquement imposé le droit de grève. Certes, la récente modification de l'article du Code pénal qui assimilait la grève à un délit de rébellion militaire n'a été qu'une comédie, mais il n'en reste pas moins que, dans la plupart des conflits, les autorités ne peuvent plus appliquer la législation répressive, qui reste pourtant en vigueur.

Le problème de la liberté syndicale, c'est-à-dire le droit d'organiser des syndicats ouvriers indépendants, continue à être un élément fondamental de la mobilisation ouvrière. A ce sujet, il faut noter que les dirigeants phalangistes — désireux, disent-ils, de modifier la structure du mouvement « syndical » franquiste — ont cherché récemment le concours d'anciens militants des organisations ouvrières traditionnelles (C.N.T. et U.G.T.) pour monter une étrange opération. Il s'agirait de « rénover la C.N.S. (« syndicats » franquistes). Or cette opération — à laquelle s'est prêté un groupe d'ex-militants anarchistes — ne vise, en réalité, qu'à conserver la structure totalitaire des « syndicats » actuels en se contentant de leur donner un léger vernis « démocratique » et « européen ».

A l'heure actuelle, l'objectif principal des franquistes est de paralyser le mouvement pour la liberté syndicale. Ils savent, en effet, que ce mouvement tend à la liquidation de la C.N.S. totalitaire au service de l'Etat et du grand capital, et à l'organisation autonome des travailleurs dans de véritables syndicats de lutte de classes. Mais une telle manœuvre, tout comme celle que l'Eglise mène de son côté en vue de créer un mouvement syndical chrétien, se heurtera à la volonté chaque jour plus ferme des travailleurs de secouer les entraves imposées par une organisation dont le seul but est de sauvegarder l'exploitation capitaliste.

D'après les chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté en 1965 de plus de 12 %, et la hausse des prix continue. Dans ces conditions, les augmentations de salaires que les travailleurs arrachent par leurs luttes (grèves ouvertes, grèves sur le tas, grèves perlées, manifestations comme celle de novembre dernier à Pampelune ou de décembre à Madrid), sont rapidement annulées par la montée vertigineuse des prix.

Nous avons beaucoup de raisons de penser que le mouvement revendicatif se renforcera encore au cours des prochains mois et que la classe ouvrière se battra toujours plus résolument pour une élévation substantielle du salaire minimum vital (qui est actuellement de 60 pesetas), pour la journée de huit heures, pour la reconnaissance du droit de grève et pour la liberté syndicale.

Wilebaldo Solano.

ESPAGNE

La lutte des classes sous le franquisme

Il y a quelques semaines, José Solís, ministre de la Phalange et chef des « syndicats » franquistes, a déclaré, dans un discours prononcé à Barcelone, qu'au cours de l'année 1965 il y avait eu en Espagne « 90 conflits collectifs » et « 200.000 commissions de conciliation » portant sur des problèmes de travail « que certains auraient voulu résoudre par la violence ».

Mais avec les déclarations des dirigeants franquistes, c'est la même chose qu'avec les statistiques espagnoles actuelles : il ne faut pas les prendre au pied de la lettre. L'expression « conflits collectifs » est un euphémisme dissimulant le mot grèves. Quant à la formule « commissions de conciliation », elle permet d'englober les manifestations ouvrières les plus diverses : pétitions, réclamations, grèves perlées, luttes au sein des orga-

nisations « syndicales » franquistes elles-mêmes.

En fait, les grèves et les conflits ont été, en 1965, bien plus nombreuses que ne l'avoue Solís. Cependant, les chiffres donnés par le leader phalangiste permettent de se faire une idée du développement des luttes sociales au cours de l'année dernière.

Mais il ne suffit pas de publier des statistiques sur les grèves pour comprendre la signification actuelle de la lutte de classes en Espagne. Le plus important, c'est de se rendre bien compte de l'étendue, du caractère et de la portée de ces mouvements de grève.

Il y a quelques années encore, les grèves éclataient seulement dans certaines régions, principalement dans les Asturies et au Pays basque. Aujourd'hui, elles se produisent dans presque tous les centres industriels du

Pour quelques jours encore, la LIBRAIRIE PILOTE offre le **CREDIT GRATUIT** pour l'achat de la plus belle bibliothèque de classiques d'hier et d'aujourd'hui.

LA PLÉIADE

LA PLÉIADE représente, par rapport aux anciennes collections, un progrès comparable à celui du microfilm et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier « bible » extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX^e siècle.

C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint-Exupéry, Camus, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1400 titres en 178 volumes.

Qui ne rêve d'avoir tous les auteurs qu'il aime dans la Pléiade ? Pour permettre à chacun de réaliser ce rêve et de recevoir ces beaux volumes franco et avec droit d'examen et de retour, LA LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris, enverra, au reçu du bon ci-dessous, une documentation gratuite en couleurs et fera connaître les conditions exceptionnelles qu'il lui est possible de garantir pendant 15 jours seulement.

BON pour une documentation gratuite sur La Pléiade, à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris-7^e (LIT. 63-79).

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 2

DOCUMENT

Le Parti communiste italien et la réforme de l'Université

Le document que T.S. publie est extrait d'un numéro spécial de l'hebdomadaire du Parti communiste italien « Rinascita » consacré à la réforme de l'Université. Pourquoi cet article ? Principalement pour montrer la grande similitude des problèmes que pose la réforme démocratique de l'enseignement, et plus particulièrement de l'enseignement supérieur, en France et en Italie (1).

Similitude des problèmes, mais aussi des solutions néocapitalistes qui leur sont apportées. On ne peut s'empêcher de rapprocher le plan Fouchet des projets du gouvernement italien.

Le second motif de publication est l'intérêt que présentent les critiques présentées et le modèle d'université démocratique qu'elles esquissent. Là aussi, on ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec le programme du P.S.U. et le manifeste de l'U.N.E.F., encore que ces projets soient plus élaborés que leurs homologues italiens.

Quelles conclusions politiques en tirer ? Tout d'abord la possibilité de rencontres communes des organisations universitaires de gauche d'Europe occidentale, dans la perspective de

confrontations, tout au moins d'informations réciproques, premier pas vers l'élaboration de solutions alternatives de gauche à l'échelle européenne. Peut-être que le désintérêt, ou plutôt cette erreur des organisations ouvrières qui consiste à ne poser qu'en termes quantitatifs, et non structurels, les problèmes de l'enseignement, sera entamée à cette occasion. D'autre part, un élan nouveau est nécessaire aux mouvements universitaires bloqués par l'absence de perspectives politiques.

Un second ordre de conclusions, à usage interne, est à tirer : le manque non seulement de contacts, mais aussi d'informations sur les recherches et les débats qui ont lieu ailleurs. On pourrait proposer la constitution d'un fichier et d'un service bibliographique utilisant des correspondants-traducteurs, spécialisés par rubriques et par langue connue. Il est en effet regrettable que de nombreux textes et études de valeur soient perdus pour le parti et à la disposition de quelques spécialistes seulement.

Jean Tercé.

L'OPINION publique manifeste aujourd'hui pour l'Université plus d'attention et plus d'intérêt que par le passé ; il suffit de parcourir les revues, les publications, la liste des débats pour en avoir la preuve.

Diverses raisons expliquent cette notoriété croissante : l'importance de la science dans la vie quotidienne, les besoins urgents de personnel qualifié, l'ampleur et l'agitation du monde universitaire, jusqu'à la présence d'une initiative législative du gouvernement. Mais, pour comprendre l'extrême gravité de la crise de notre université et les formes par lesquelles elle se manifeste, il ne faut pas sous-estimer le fait que tous ces éléments aient pu s'élever à la dignité des chroniques, conquérir une certaine ampleur dans les journaux et dans les comptes rendus parlementaires.

Un cadre trop étroit

Le fait est que l'Université italienne est actuellement un cadre étroit, sa population ayant augmenté démesurément, causant l'éclatement des structures de base ; 1933 : 57.294 étudiants, 2.703 professeurs (titulaires ou suppléants) ; 1943 : 157.348 étudiants et 3.628 professeurs. En dix ans, la population étudiante a triplé, viennent s'ajouter 50.000 redoublants, sans importante augmentation du corps enseignant. En outre, les constructions n'ont pas évolué, elles ont au contraire empiré. Aujourd'hui, il y a plus de 300.000 étudiants et 6.500 professeurs, le nombre des premiers a été multiplié par 6, celui des seconds par moins de 3 ; les locaux ont proportionnellement diminué, surtout dans les grandes universités où la situation est devenue dramatique, les autorités en sont arrivées à se réjouir de l'assistance réduite au cours, parce que si tous les étudiants s'y rendaient, on ne saurait où les mettre (qu'on pense aux milliers d'étudiants qui devraient assister aux cours à l'Université de Rome).

6 % de fils d'ouvriers diplômés

L'augmentation du nombre d'étudiants est un phénomène historique, qui s'explique de différentes façons, mais qui est surtout lié aux exigences de la production. En ce moment (on prévoit que les différences vont s'accroître dans les années à venir), le besoin de diplômés est supérieur à ce que l'Université est en mesure de fournir (en 1962 il y eut 23.019 diplômés) ; le nombre d'étudiants augmentera comme par le passé. Il demeure pourtant une grave discrimination sociale typique de notre enseignement. La grande majorité des fils d'ouvriers est exclue de nos jours des études supérieures, malgré l'article 34 de la Constitution, vu que les

fils d'ouvriers et de journaliers constituent seulement le 13 % de la population universitaire ; le pourcentage tombe pour les diplômés à un peu plus de 6 % (I.S.T.A.T. 1963-65).



nel Contemporaneo n. 10

una grande inchiesta

L'Università in Italia

Rinascita

Settimanale fondato da Palmiro Togliatti

N. 43 - anno 22

Sabato 30 ottobre 1965

L. 120

Les études ont une utilité sociale

Si l'on veut une Université de masse, si l'on est convaincu que celle-ci est une nécessité de toute la société, l'application d'une politique du droit à l'étude quantitativement différente, très différente, est indispensable.

Au lieu de quelques milliards ad hoc alloués dans le bilan de l'Etat, on doit arriver rapidement à pouvoir disposer dans ce secteur de plusieurs dizaines de milliards.

De tous les côtés on considère désormais — même sur le plan scientifique — que les études universitaires ont une « grande utilité sociale », un « caractère socialement productif », qu'il faut les considérer plutôt comme un « investissement » ou un « capital » que comme des servitudes : il s'ensuit qu'une politique du droit aux études qui ne voudrait pas être « charité » ou assistance, mais se baserait sur ces principes, doit sous-entendre par étudiant « capable et méritant » du texte constitutionnel, quiconque suit régulièrement les cours et réussit à tous les examens (non l'esprit supérieur à qui de nos jours on réserve toutes les aides financières).

Université de masse, donc, libérée de toute barrière sociale et culturelle avec possibilité d'y accéder pour tous ceux qui ont terminé les études secondaires ou sont en mesure de suivre des cours universitaires.

Cette université doit préparer concrètement à la profession : on ne peut plus lui confier comme par le passé le rôle de formation d'une aristocratie intellectuelle, qui avait une fonction dirigeante sur la société, sur l'Etat, dépositaire de la culture pour le reste de la nation. On ne peut plus tolérer qu'après un diplôme, on exige

d'un jeune, comme cela arrive, une longue période de stage, laissée à ses propres moyens (même économiques) très souvent sous l'exclusive mainmise pédagogique des classes dirigeantes. Le capitalisme italien s'est longuement posé ce problème et il se bat aujourd'hui pour le résoudre de façon radicale. La commission de recherches Ermini, le plan Gui, le projet gouvernemental proposent que parallèlement à l'acquisition des titres universitaires soient instituées des études à caractère « exclusivement professionnel », à réaliser au dehors (pas nécessairement) du milieu universitaire », tendant à préparer un personnel spécialisé de niveau moyen, pour lequel la formation scientifique et culturelle serait insignifiante. Il s'agirait de personnel discriminé et dans son origine sociale (coût mineur et plus grande facilité des études), dans le rôle social que l'on veut lui attribuer de consolidation « non critique » de l'actuel système, dans ses inévitables incapacités à participer au choix, dans sa qualification exécutive et subalterne. La solution devrait être un institut parallèle, organisation plus sensible aux exigences du capital, avec une piètre ou nulle qualification universitaire, des buts essentiellement didactiques, en rien scientifiques. Cette solution doit être résolument repoussée. Elle introduit au niveau universitaire la traditionnelle distinction des classes de l'école italienne, ne résout pas le problème de l'intégration entre université et société, de la fonction et de l'efficacité sociale des études, du décalage de l'antithèse entre université humanistico-scientifique et spécialisation technicienne.

En quoi consiste alors le caractère professionnel des études universitaires ? L'université de masse doit-elle nécessairement comporter une dégradation du niveau général des études, une déqualification scientifique, une suprématie de la pratique de la technique dans ses programmes ? La ré-

cherche scientifique, concentration fonctionnelle des efforts et des investissements, ainsi que l'occasion pour les étudiants de pratique et de responsabilités (plus accentuée à la fin du cours tandis qu'au début il y aurait un rapport plus harmonieux avec d'autres départements). La réforme pédagogique postulée ci-dessus peut du reste être obtenue dans une telle structure, qui consoliderait un type d'université « full time » pour les enseignants et les enseignants, qui éliminerait les redoublants (les 23 % de la population universitaire) qui créerait un milieu didactique efficace, où les cours professoraux et les examens n'auraient plus la pesanteur actuelle, serait revus en nombre et en méthode, secondés par des séminaires, des travaux pratiques, groupes de recherche, colloques, un effort et un contrôle constants. La société n'a pas besoin d'étudiants mais de diplômés préparés de façon adéquate : on ne doit donc pas prévoir une augmentation de la population universitaire tout court, mais une augmentation du nombre de qui étudie, est diplômé (tandis qu'en Italie le phénomène contraire s'est produit jusqu'à présent). On doit pour cela considérer les difficultés de classe à l'origine des phénomènes très graves de la dispersion et des redoublements.

Et les examens ?

Mais l'on doit créer aussi un cours plus strict et rigoureux, plus rationnel et scientifiquement justifié. Tout cela est possible dans une université articulée de façon harmonieuse en « départements » et facultés, qui remplaceraient l'actuelle structure verticale et oligarchique fondée sur la chaire où se manifeste la discrimination entre étudiants. A la base de cette réforme se trouve une conception différente de l'autonomie de la recherche scientifique, ainsi qu'un système différent de recrutement du personnel enseignant, qui remplace le critère de la trinité, valable par le passé mais désormais privé de toute justification scientifique ou fonctionnelle en une méthode plus complexe fondée sur deux temps de validité scientifique, tous deux responsables et décisifs : un « jugement de compétence » en un concours national confié à des commissaires élus (pas comme aujourd'hui), spécialistes de la discipline en question, qui contrôlèrent l'aptitude des candidats ; et une valorisation des facultés personnelles (citées ci-dessus) qui s'ajoute d'une façon largement autonome au jugement précédent, sur la base de considérations culturelles, scientifiques didactiques plus amples, moins spécialisées que celui-ci.

Une gestion démocratique de l'Université

Le monde universitaire traverse un moment particulièrement intense de discussions et de luttes. Les forces politiques pressent, le capital exprime des besoins urgents. Il faut en arriver à une réforme radicale parce que les structures actuelles ne sont pas capables d'assurer spontanément le développement des formes productives. L'université qu'il faut construire doit être une université de masse, profondément insérée dans la société et sensible à ses besoins, mais aussi autonome (dans la recherche comme dans la formation). Elle doit sauvegarder de sa tradition cette résistance à l'intégration sociale et politique qui a fait d'elle, par le passé, un bastion de la lutte antifasciste et anticléricale, une citadelle de « la culture contre l'anticulture ». En énonçant ces principes, nous ne pensons pas à un cours isolé, qui se place hors des luttes politiques et des contradictions sociales, puisque l'université représente un moment de la société, c'est-à-dire de sa structure de classe qu'elle reproduit en la médiatisant.

Le problème de la réforme de l'université est toujours un problème politique, qui se rattache à des thèmes de politique globale. Un degré élevé d'autonomie peut pourtant provoquer un heurt entre la recherche et la formation des cadres, d'une part, le développement économique capitaliste, d'autre part, jusqu'à assumer dans son rapport avec la société une concrète valeur de rupture, de contestation partielle. C'est pour ces raisons qu'autonomie et université de masse sont deux moments indissociables d'une même conception de l'enseignement supérieur qui, dans ce binôme, sauve l'unité entre culture et spécialisation.

L. Berlinguer.

(Traduit par M. Calvet.)

(1) Voir à ce sujet l'article d'André Gorz paru dans le n° 10 de la « Revue Internationale du Socialisme ».

CINÉMA

Pierrot le fou

« Je commença à savoir faire des films, disait récemment Godard, après dix réalisations, je travaille plus spontanément, en me posant de moins en moins de problèmes formels. » « Pierrot-le-Fou » témoigne en effet d'une maîtrise qui permet la plus haute et la plus authentique liberté d'expression. C'est d'abord un beau film où la beauté des mots égale celle des images, où Mozart fait chanter Renoir et Picasso. Littérature et poésie, peinture et musique, mots dits, chantés, parlés, écrits sont intégrés avec une intelligence rare et acquièrent, grâce au cinéma, comme une autre existence, comme une vitalité neuve.

Ce n'est pourtant ni un film révolutionnaire, ni la plus déroutante des œuvres godardiennes, en marge desquelles on serait presque tenté de le situer. Car, l'auteur du « Mépris » y marque une pause consacrée à la reprise et à l'organisation de ses thèmes familiers en vue d'une méditation sur l'absurdité d'un monde où nos besoins essentiels nous deviennent étrangers, où l'amour lui-même passe par des médiations artificielles.

Alors, au diable l'anecdote quand seule compte l'aventure intérieure, quand seule importe la tolle recherche de l'amour et de la vérité pour un homme solitaire et trop bavard ! Avec une femme inconnue, et vite hostile, dans la permanente présence de la mort, parmi les apparences et les mensonges, à travers champs, forêts et fleuves, Pierrot (ou Ferdinand) s'achemine vers l'île déserte où il croit retrouver sa liberté fondamentale et un bonheur authentique. Il fuit le clinquant moderne et se débarrasse dans la Méditerranée de son dernier gadget luxueux : la Ford « Galaxie ». Les luttes et les sur-enchères des grands ne le concernent pas. Il fuit la violence et la mort qui n'ont jamais cessé d'habiter Marianne. Il va pouvoir enfin vivre loin des explosions du Vietnam, des crimes de l'O.A.S., des accidents de la circulation, du sang et du bruit dans une nature éclatante.

Mais voilà que le monde fait à nouveau irruption sous forme de transistors, de 45 tours, d'électro-phones, d'argent et de touristes amé-

ricains. La femme s'ennuie. Il lui avait promis la Chine, un monde merveilleux : elle ne trouve qu'inutile disponibilité. Marianne ne veut pas qu'on s'intéresse à elle avec des idées, mais avec des sentiments. C'est là qu'apparaît la faiblesse de la misogynie de Godard : misogynie d'intellectuel trop égocentrique ou déjà trop interiorisé.

La violence est réintroduite par la femme : c'est à nouveau le sang, le napalm et la baignoire. Où fuir, l'amour étant impossible ? Ailleurs ? Alors, c'est l'arrivée du clown shakespeareien, Raymond Devos, qui fait la description dérisoire du bonheur calme dont Pierrot a peut-être rêvé. L'odeur de mort devient de plus en plus forte. Marianne disparaît comme un bel oiseau, frivole et ensanglanté. Et puis, c'est la fin du monde : l'explosion dévastatrice par laquelle Pierrot se détruit, non sans avoir eu l'hésitation suprême de tous les savants atomistes : « Non, c'est vraiment trop con... » Mais il est trop tard. Enfin, c'est l'éternité retrouvée.

On pourrait maintenant parler style et technique, mais puisqu'au cours d'un récent débat, Godard a évoqué Brecht dont il partage la conception du spectacle, il suffit de dire que comme l'auteur du « Cercle de Craie », Godard utilise toutes les techniques de récit et fait appel à la quasi-totalité des moyens d'expression artistique pour enrichir cet art essentiellement moderne, mais encore jeune, qu'est le cinéma. Pour exprimer plus largement ses émotions et ses sentiments, Godard multiplie les interventions et les points de vue.

A-t-on eu raison de lui reprocher son pessimisme, quand il ne prétend étudier que les déviations du monde moderne ? En fait, il exprime une crise qui dépasse sa personnalité mais se nourrit de ses propres drames. Qu'on compare la Karina d'aujourd'hui à celle d'« Une femme est une femme », et l'on comprendra le désenchantement godardien. « Tendre est la nuit... C'était une histoire d'amour... » murmure Pierrot.

B. S.



(Photo Kagan.)

Jean-Luc Godard

Ils sont restés constamment à côté ou en-deçà de rôles qui exigent une profonde concentration et un total oubli de soi-même.

Dans de beaux décors d'André Masson, Jean-Louis Barrault a conçu une mise en scène tout en clair-obscur. L'utilisation juste et sobre des éclairages renforçait le climat trépidant de l'œuvre. Il faut féliciter l'homme de théâtre qu'est Barrault d'avoir travaillé sa mise en scène à partir de la partition dont gestes et mouvements semblaient découler naturellement.

Un univers aussi riche et tumultueux nécessitait la présence d'un chef qui le dominât par une conception synthétique de toutes ses don-

nées. A la tête d'un des meilleurs orchestres lyriques du monde, Pierre Boulez a magnifiquement rempli son office démuirgique.

B. Sizaire.

BACH ET LE JAZZ

L'article de mon camarade Bernard Sizaire m'inspire quelques réflexions que je crois utiles de vous livrer. Je dois dire tout d'abord que j'aime beaucoup le M.J.Q., et que donc il n'est pas en cause. Je ne considère pas davantage que les emprunts à Bach, après Chopin, par le jazz sont criminels ou de mauvais goût.

Le problème est différent, il y a une crise de l'inspiration du jazz comme une crise des scénarios au cinéma, d'où l'adaptation de nombreux romans ; la mélodie est souvent pauvre et répétée à satiété, d'où la recherche de thèmes plus originaux. La question qui se pose est de savoir ce qu'apporte à J.-S. Bach ou à sa musique une adaptation en jazz. La réponse est claire ; rien. En effet, si la mélodie reste la même, le jazz se contente de la syncoper, mais en même temps, du fait de la faiblesse des effectifs des formations modernes, de lui retirer une grande partie de ses rebondissements, rebondissements qui sont indispensables étant donné que toute cette musique est fugue. Dans l'orchestre de chambre classique, les cordes se divisent en deux pour se répondre, les bois et les cuivres s'y ajoutent, sans compter, pour parler un langage jazz « une section rythmique » importante. Dénuée, réduite à l'état de squelette, cette musique garde encore un charme, c'est dire sa valeur, et sa splendeur lorsque l'orchestration, qui est dans tous les styles quelque chose de capital, s'ajoute à des thèmes d'une étourdissante inspiration et à un rythme qui n'a pas besoin d'être syncopé pour être dansant et dynamique.

Le seul intérêt que je vois à la chose, c'est que j'espère, sans trop oser y croire, que certains jazzmen auront la curiosité d'entendre l'original après la copie édulcorée.

P. B.

MUSIQUE

Wozzeck ou les trois B

C'est d'abord un puissant choc émotionnel dû à une rencontre miraculeuse dont les spectateurs de l'Opéra de Paris, heurtés ou bouleversés, ne peuvent que rendre collégialement responsables Büchner, Berg et Boulez, tant il est difficile de discerner la part de chacun dans cette agression collective.

Wozzeck est la dernière œuvre inachevée d'un étrange poète allemand mort à vingt-quatre ans en 1837. En 1914, Berg voit la pièce pour la première. Subjugué, il assiste à toutes les autres représentations. Malgré l'avis défavorable de Schoenberg, il décide d'en faire un opéra ; Wozzeck sera donc conçu pendant la guerre et définitivement écrit entre 1918 et 1921, une des périodes les plus déprimantes de l'histoire autrichienne.

Le drame de Büchner baigne tout entier dans la misère : pas seulement dans la misère sociale due au manque d'argent, auquel Wozzeck fait une claire allusion, mais aussi dans la misère métaphysique de l'homme en face d'un monde absurde qui lui échappe et qu'il tente de posséder par l'amour (Wozzeck), l'érotisme (Marie), la morale (le capitaine) ou l'immortalité. A mi-chemin entre le romantisme et le naturalisme, Wozzeck en fait la synthèse pour aboutir à ce qu'on a nommé un « fait divers universel » où des personnages frustrés dépassent leur condition sociale pour incarner l'inquiétude fondamentale de l'humanité et sa dérision. Le personnage principal est un possédé élémentaire qui sent instinctivement la pourriture et les infirmités du monde qui l'étourdissent quand il le regarde à fond. Pas d'autre refuge que l'amour de Marie qui, lorsqu'il manquera, révélera le vice absolu de l'univers. La mort seule permettra de s'y reconnaître. C'est pourquoi Wozzeck n'inflige pas à Marie une peine dictée

par la jalousie ordinaire, mais un châtiement purificateur accepté et peut-être voulu par la victime.

La musique de Berg donne au drame une extension extraordinaire et lui confère une unité supérieure. On a dit qu'elle constituait l'achèvement de la pièce. Sur le plan vocal, le musicien a fait preuve d'une souplesse et d'une exceptionnelle puissance expressive ; utilisant successivement la déclamation parlée, rythmée, le récitatif et l'arioso. Les voix chantent, déclament, parlent, accentuent plus ou moins les inflexions naturelles qu'elles déforment parfois pour insister sur la futilité d'un personnage ou d'une pensée. Cela forme un discours d'une singulière cohérence, qu'accompagne, précède ou survole un orchestre omniprésent et omniscient. L'orchestre de Wozzeck est à la fois le chœur antique qui commente, devine et prévoit les sentiments ou les actes des personnages, et le milieu naturel dans lequel baigne l'action. Ainsi, la musique devient le temps relatif et absolu qui permet aux êtres d'évoluer tout en connaissant d'avance le sens de leur évolution. C'est la forme inéluctable du changement, l'expression du destin. Ceci apparaît clairement dans l'emploi audacieux des leitmotivs et dans la complexité de leurs combinaisons, ainsi que dans l'utilisation à travers un langage atonal et harmoniquement révolutionnaire des formes fixes de la musique traditionnelle.

Wozzeck impose avec évidence la supériorité de l'opéra sur tout autre genre dramatique. Encore faut-il que les multiples éléments de la représentation contribuent rigoureusement et solidairement à l'existence de cette théâtralité suprême.

Les quatre acteurs principaux, irréprochables sur le plan vocal, n'ont pas incarné leurs inquiétants personnages avec l'efficacité désirable.

B. S.

LIVRES

Laïcité de Jean Cornec

Jean Cornec est président de la Fédération laïque des parents d'élèves depuis 1956, et président en exercice du C.N.A.L., il est aussi avocat, licencié ès lettres et diplômé d'études supérieures d'histoire.

Son livre qui devait se présenter comme une étude d'historien est en fait un pamphlet. Jean Cornec répond que cela n'est pas sa faute si la vérité présente ce caractère pamphlétaire.

Il s'agit d'un choix de textes allant de 1453 à nos jours. Ces textes empruntés aux meilleurs écrivains ou aux journaux, de gauche ou cléricaux, démontrent le cléricisme outrancier de l'Eglise catholique. Ils démontrent que l'Eglise ne peut pas changer en ce qui concerne le problème scolaire, et que sur ce point l'aggiornamento reste à faire.

Pourquoi les laïcs furent-ils toujours « roulés » ? C'est, dit à peu près Jean Cornec, qu'ils furent souvent victimes de la fameuse formule cléricale : « Si vous êtes au pouvoir, je vous demande la liberté au nom de vos principes ; si je suis au pouvoir, je vous la refuse au nom des miens. »

Il ne faut donc pas oublier ; ce livre contribuera à remettre en mémoire bien des événements et constituera pour le laïc une sorte de bréviaire.

On peut regretter que la conclusion ne s'étende pas davantage sur l'avenir, que l'auteur ne montre pas que l'unanimité de la F.E.N. est aussi difficile à réaliser que celle de la gauche, et que cela est aussi une des raisons de la vulnérabilité de la laïcité. Pour le cléricisme, l'anticléricalisme est toujours primaire, comme les économistes sont toujours distingués, les poètes maudits, les servantes accortées et les sagales empoisonnées. Le laïc trouvera dans ce livre ce qui le différencie de l'anticlérical, et aussi la justification de son anticléricalisme passager ou de circonstances.

Un livre qu'il faut lire, même si l'on n'est pas entièrement d'accord.

Pierre Bourgeois.

S.U.D.E.L. éditeur, 5, rue Palatine, Paris-6°. Prix : 16 F. 552 pages.

VIENT DE PARAITRE

Histoire de la bombe atomique, par Leandro Castellani et Luciano Gigante. Prix : 18 F.

Le 6 août 1945, à 8 h. 15, le champignon atomique qui s'élève dans le ciel du Japon marque une date dans l'Histoire de l'humanité. Comment en est-on arrivé là ?

Pourquoi tant de colère ? par Pierre Saurat. Prix : 15 F.

Ceux que l'on a appelés « les blousons noirs » et qui se désignent eux-mêmes des deux initiales J.V. : jeunes voyous, ces adolescents en colère qui défient la société, Pierre Saurat est allé les affronter, un jour de 1959, sans autre arme qu'un tranquille courage, dans un de leur territoire du 13^e arrondissement. Le récit de ses efforts, de ses échecs, des difficultés et des risques courus sur le chemin du succès, fait une véritable aventure, l'une des plus belles et des plus nobles qui puissent se vivre aujourd'hui.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

**L'amour
avec des si...**

Après le XI^e Congrès du Parti communiste italien

Malgré toutes les précautions prises par les plus timorés de ses dirigeants le congrès du P.C.I. n'a pas été une simple cérémonie ou une simple formalité. Sans doute les votes ont-ils été acquis à l'unanimité, sans doute Luigi Longo a-t-il été acclamé à plusieurs reprises, mais il n'a pas échappé aux observateurs et aux journalistes les moins avertis qu'une grande bataille a été livrée dont l'issue apparaît encore aujourd'hui incertaine.

En effet, le congrès s'est déroulé comme une sorte de duel entre les partisans de la direction du parti et l'aile gauche rassemblée autour de Pietro Ingrao, d'Alfredo Reichlin, de Pietro Secchia (ancien stalinien), etc. Les positions des deux principaux courants se sont d'abord affrontées à propos des problèmes fondamentaux de la stratégie socialiste. Alors que Luigi Longo dans son rapport a juxtaposé de façon éclectique des propositions hétérogènes, quelquefois même contradictoires, dans une perspective d'action immédiate, les principaux représentants de la gauche se sont efforcés de voir un peu plus loin et de tracer les grandes lignes d'un programme à moyen et à long terme. Leur souci principal fut de dépasser le pragmatisme à la petite semaine qui trop souvent caractérise les interventions politiques du P.C.I.

Cela ne veut pourtant pas dire que l'opposition entre la majorité de la direction et l'aile gauche se réduisait à un affrontement abstrait entre partisans du court terme et partisans du moyen terme. Il est apparu par exemple que les jugements portés sur la crise gouvernementale italienne étaient profondément divergents. Tandis que Luigi Longo et ses amis voyaient dans la chute du gouvernement Moro un symptôme de la crise profonde de la formule politique du centre-gauche, ses adversaires de gauche avaient plutôt tendance à penser que la crise ne mettait pas directement en jeu le centre-gauche lui-même, qui dans un délai

très rapproché bénéficiera de l'unification social-démocrate (entre P.S.I. et P.S.D.I. de Saragat).

Le problème essentiel dans l'immédiat aux yeux de Longo ne pouvait être par suite que de trouver une solution de rechange parlementaire appuyée par les communistes alors que la gauche jugeait qu'une opposition vigoureuse était nécessaire pour mettre en échec le centre-gauche. Dans l'esprit d'Ingrao ou d'Occhetto, le secrétaire général des jeunes communistes, il s'agissait de montrer dans l'action de classe qu'une autre voie, qu'un autre modèle de développement économique et social était possible. On peut, certes, remarquer à ce propos que la notion de modèle de développement est encore bien vague et imprécise, qu'elle est loin d'être aussi élaborée que celle de programme de transition vers le socialisme mise en avant par le P.S.I.U.P., mais la presse bourgeoise italienne ne s'y est pas trompée et c'est à la gauche qu'elle a réservé ses commentaires les plus hostiles.

Le P.C.I. sortira-t-il de son isolement ?

Elle a, en particulier, dénoncé violemment la politique d'unité de la classe ouvrière proposée par la Gauche (unité sur une base de classe entre travailleurs communistes, socialistes et catholiques), parce qu'elle a très bien senti que cette politique visait à faire éclater la démocratie chrétienne et à diminuer l'influence du Vatican sur la politique italienne. Elle a, par contre, montré une indulgence condescendante pour la majorité : unité des forces se réclamant du socialisme, puis accords avec la démocratie chrétienne tout entière, car il paraît difficile que ce type d'unité puisse se réaliser autrement que par toute une série de renoncements communistes (auxquels Longo et ses

amis ne sont pas prêts). En bref, les commentateurs bourgeois ont été assez rassurés par ce congrès dans la mesure où ils ont eu l'impression que le P.C.I. ne sortirait pas de son isolement actuel dans un avenir rapproché.

Ils se sont également félicités des violentes attaques de Gian Carlo Pajetta, ou de Mario Alicata contre Ingrao et ses partisans, accusés de fractionnisme dans la mesure où elles contribuaient à jeter un doute sur la réalité du jeu démocratique au sein du P.C.I. Or un examen objectif montre que si les résistances à la libre discussion se sont révélées très fortes, elles n'ont jamais pu l'empêcher. Le XI^e Congrès a été, depuis bien des années, le premier congrès du P.C.I. à voir des divergences s'afficher aussi ouvertement et à voir une minorité s'affirmer sans être éliminée de toutes les instances dirigeantes. Il est vrai que Pietro Ingrao et ses amis n'occuperont plus après le congrès de fonctions décisives dans l'appareil, mais ils pourront faire entendre leurs voix. Il est vrai aussi que le droit à l'expression de courants n'est pas admise dans les textes, mais la tendance de gauche est reconnue comme une composante essentielle du parti.

Ce congrès, par conséquent, s'il est par bien des aspects un congrès de crise et d'incertitude, est un congrès qui pourrait se révéler positif. La réflexion sur les problèmes fondamentaux de la stratégie socialiste est commencée ; il sera difficile de la stopper. La résistance à la social-démocratisation est apparue très vigoureuse ; il sera difficile de l'ignorer. Bien sûr, le P.C.I. a perdu beaucoup de sa réputation de parti hardi, à la pointe du renouvellement des idées socialistes, mais cela non plus n'est pas négatif, puisqu'en même temps on découvre que plus modestement il affronte avec difficulté, mais réellement, les problèmes que d'autres P.C. esquivent.

J.-M. Vincent.



(Photo A.D.P.)